Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Samedi 19 avril 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°616 ■

ENTRETIENS ENTRE SONATRACH ET EXXONMOBIL À HOUSTON

Les opportunités de coopération dans le domaine de l'exploration évoquées

P 4

RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Plaidoyer pour la création de deux fonds souverains

Face à la volatilité persistante du marché énergétique mondial et à un climat géopolitique de plus en plus incertain, l'expert international en énergie, Mourad Preure, a préconisé une stratégie à la fois rigoureuse et audacieuse. Dans une intervention diffusée sur la « Chaîne III » de la radio nationale, il a insisté sur la nécessité pour l'Algérie de mettre en place deux fonds souverains, l'un à vocation nationale et l'autre à portée internationale, afin de renforcer sa résilience économique et amorcer une véritable transformation structurelle. P 3

P LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES L'A ANNONCÉ

Recensement de 16.000 biens wakfs en Algérie

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a fait état, jeudi, de 16.000 biens wakfs recensés en Algérie, prévoyant une hausse du nombre de ces biens, après la promulgation du projet de loi relatif aux wakfs.

P 2

ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE

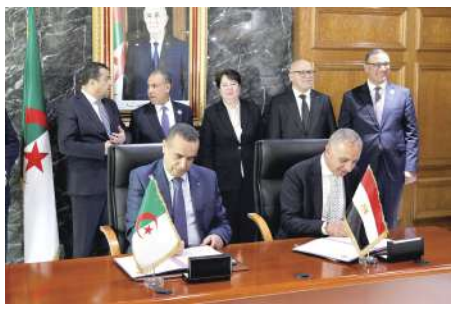
Donner un nouvel élan à la coopération économique

Dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a effectué, jeudi, une visite de travail en République de Biélorussie. A Minsk celui-ci a appelé, à concrétiser des projets de partenariat dans différents secteurs économiques entre l'Algérie et la Biélorussie, afin de valoriser leurs potentialités, indique un communiqué du ministère.

P 5

SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE "SONELGAZ" ET "ELSEWEDY ELECTRIC"

Ouverture de nouvelles perspectives économiques entre l'Algérie et l'Egypte



Le Président-directeur général (P-Dg) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a affirmé que le mémorandum d'entente, signé jeudi à Alger entre le groupe Sonelgaz et la société égyptienne "Elsewedy Electric", vise à renforcer les investissements de la société en Algérie, constituant ainsi une étape stratégique qui ouvrira de nouvelles perspectives économiques entre les deux pays.

P 3

FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNES POUR L'ANNÉE 2025

Lancement d'une nouvelle plateforme numérique P 2

FABRICATION DE CÂBLES ÉLECTRIQUES POUR AUTOMOBILES EN ALGÉRIE

Le groupe international APTIV présente son projet P 5

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS DANS LES ACTIVITÉS DU BTPH

Le ministre du Travail appelle à l'intensification des visites de terrain P 5

MOBILIS

Tests réussis pour la 5G avant son lancement officiel

L'opérateur de téléphonie mobile, Mobilis, a effectué, jeudi, des tests réussis pour la 5G dans le cadre des premiers essais de cette nouvelle technologie avant son lancement officiel, prévu au deuxième semestre de l'année en cours. Lors d'une rencontre qui s'est tenue en son siège à Alger, Mobilis a présenté, en avant-première, les avancées significatives réalisées en matière de connectivité de cette nouvelle génération de téléphonie mobile. A cet effet, l'équipe technique de Mobilis a évalué la performance et la fiabilité de la 5G dans un environnement contrôlé en veillant au respect des normes internationales permettant d'assurer aux utilisateurs «une expérience de connectivité inégalée», a-t-on souligné. Par la même occasion, la directrice de communication de Mobilis, Farah Ouchaabane, a exprimé sa satisfaction quant aux résultats des tests ayant révélé que le réseau de l'entreprise «peut gérer des vitesses de téléchargement et des latences nettement supérieures à celles de la 4G». Elle a également fait savoir que la 5G «ne se limite pas à une simple augmentation de la vitesse, mais ouvre également la voie à des applications innovantes dans des domaines variés, tels que la télémédecine, l'éducation à distance et l'Internet des objets». De plus, les tests ont mis en lumière la capacité de la 5G à soutenir un nombre accru d'appareils connectés simultanément, ce qui constitue un atout majeur pour les zones urbaines densément peuplées, a-t-elle ajouté. A travers cette nouvelle technologie, Mobilis se positionne comme un acteur clé dans la transformation numérique en Algérie, contribuant ainsi à l'atteinte des objectifs de développement durable et à la compétitivité économique de l'Algérie sur la scène internationale.

LE MINISTRE DES AFFAIRES RELIGIEUSES L'A ANNONCÉ

Recensement de 16.000 biens wakfs en Algérie

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi a fait état, jeudi, de 16.000 biens wakfs recensés en Algérie, prévoyant une hausse du nombre de ces biens, après la promulgation du projet de loi relatif aux wakfs.

Synthèse S R.

Répondant aux préoccupations des députés, lors d'une séance plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a précisé que «le portefeuille des biens wakfs en Algérie est en nette croissance, s'élevant actuellement à 16.000 biens wakfs, alors que leur nombre ne dépassait pas 12.000 biens wakfs en 2022». A ce titre, le ministre a annoncé «la récupération de plusieurs biens wakfs, les derniers en date étant les 53 ha récupérés dans la wilaya de Tipasa», estimant que ce projet de loi permettra, une fois adopté, «la récupération de taux plus élevés». Pour une exploitation optimale des biens wakfs, M. Belmehdi a fait savoir que «la valeur locative des wakfs a été mise à jour en fonction des régions", ce qui a permis "une hausse des recettes de 43%, entre les années 2022 et 2024, outre la récupération prévue de grandes surfaces de terres agricoles wakfs».
Concernant les facilitations, les wakfs «bénéficient d'exonérations douanières et fiscales, ainsi que de mesures incitatives contenues dans les législations sur l'investissement », a-t-il rappelé. Quant à l'impératif d'accélérer la numérisation du secteur, M. Belmehdi a souligné que cette démarche «est l'une des principales orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer la transparence dans tous les secteurs», précisant que son département œuvre à sa concrétisation, en coordination avec plusieurs secteurs.
Répondant aux préoccupations des députés concernant l'inclusion des biens des zaouïas dans ce projet, le ministre a rappelé que le dossier des zaouïas "est régi par la loi sur les associations et non celle des wakfs", insistant sur "leur contribution majeure dans la lutte contre l'occupation coloniale et la préservation de l'identité nationale". Au sujet des wakfs des Algériens à l'étranger, M. Belmehdi a fait savoir que son ministère "a lancé un recensement de ces biens", ajoutant que ce projet de loi soumis au débat permettrait d'étendre cette opération. Par ailleurs, le ministre a réaffirmé que ce projet de loi "garantira la protection des biens wakfs et leur mode d'exploitation, grâce à des dispositions pénales et à des procédures permettant aux agents habilités de constater les infractions, ainsi que l'introduction de peines durcies quant aux atteintes à ces propriétés".

FINANCEMENT DES ASSOCIATIONS DE JEUNES POUR L'ANNÉE 2025

Lancement d'une nouvelle plateforme numérique

Le ministre de la Jeunesse, chargé du Conseil supérieur de la jeunesse, Mustapha Hidaoui a présidé, jeudi à Alger, la cérémonie du lancement officiel de la nouvelle plateforme numérique dédiée au financement des projets des associations de jeunes, au titre de l'année 2025.
Cette plateforme a été lancée lors d'un atelier national dédié à l'évaluation et à la promotion du système de financement par le secteur des projets des associations de jeunes.
Des associations de jeunes ayant bénéficié du financement de leurs projets de 2020 à 2024 ont participé à cet atelier. A cette occasion, M. Hidaoui a souligné l'attachement de son secteur à "promouvoir le système de financement des associations, à travers le développement des méthodes employées pour réaliser l'efficacité", citant, à ce titre, l'introduction d'améliorations "substantielles" sur la plateforme dédiée au financement des projets des associations de jeunes. Il s'agit également de "permettre aux jeunes de bénéficier de formations et de conseils dispensés par des experts compétents", et de "réguler la relation entre le secteur et ces associations, à travers un cahier des charges", ainsi que "d'accompagner et d'évaluer ces projets en permanence", ajoute M. Hidaoui. Pour ce faire, le secteur de la jeunesse s'attelait à mettre en place "un modèle qui jette les bases des projets associatifs professionnels, en vue de contribuer efficacement à la réalisation des objectifs de développement tracés par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui porte une importance capitale aux jeunes pour leur permettre de contribuer à la concrétisation de la nouvelle vision économique", a-t-il dit. M. Hidaoui a également mis en avant l'importance de "la formation continue et qualitative", dans le but de développer les connaissances et les compétences des jeunes en matière de gestion des projets, en adéquation avec les objectifs du secteur.
L'atelier national a connu la présence de représentants de 136 associations locales de jeunes et de 14 associations nationales ayant bénéficié du financement de leurs projets, ainsi que des directeurs de la jeunesse et des sports des 58 wilayas.

INVESTISSEMENT SOCIAL

Sonatrach signe plusieurs conventions de financement et de parrainage

Le Groupe Sonatrach a signé durant le mois d'avril en cours, plusieurs conventions de financement et de parrainage au niveau de plusieurs wilayas, dans le cadre de son programme d'investissement social, indique, jeudi, un communiqué du groupe. A Tamanrasset, une convention a été signée le 16 avril en cours, portant financement d'équipements et de matériels médicaux au profit des structures sanitaires locales. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence du wali de Tamanrasset, Boudraa Mohamed, de cadres relevant du département parrainage et investissement social et des autorités locales.
En date du 14 avril, le groupe pétrogazier a conclu, au siège de la wilaya d'Illizi, un accord dans le domaine de l'investissement social, prévoyant le financement de l'acquisition d'équipements et de matériels médicaux au profit du secteur médical, et ce en présence du représentant du groupe, Ahcène Khaldi, et des autorités locales. A Timimoune, le Groupe a signé, le 10 avril en cours, une convention de parrainage avec les autorités locales, en vertu de laquelle un financement sera alloué pour la dotation d'une école modèle en matériel informatique ainsi que pour l'acquisition de livres au profit de la bibliothèque de l'école.
Cette convention qui s'inscrit dans le cadre du soutien au secteur de l'éducation et du renforcement des moyens pédagogiques au profit des élèves, s'est déroulée sous la supervision du wali de Timimoune, et en présence des représentants de sonatrach, et des autorités locales. Aussi, des aides financières ont été octroyées par le groupe Sonatrach et ses différentes filiales, au profit des wilayas de Timimoune, Illizi, Djanet, et Tamanrasset, à travers des conventions de sponsoring destinées au soutien des clubs sportifs locaux.
En tout, plus de 64 conventions ont été signées dans le cadre de ces initiatives, ce qui reflète l'engagement du groupe à encourager le sport local, et son attachement à ériger l'activité sportive en un levier essentiel du développement sociétal.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DE L'ALGÉRIE

Plaidoyer pour la création de deux fonds souverains

Face à la volatilité persistante du marché énergétique mondial et à un climat géopolitique de plus en plus incertain, l'expert international en énergie, Mourad Preure, a préconisé une stratégie à la fois rigoureuse et audacieuse. Dans une intervention diffusée sur la « Chaîne III » de la radio nationale, il a insisté sur la nécessité pour l'Algérie de mettre en place deux fonds souverains, l'un à vocation nationale et l'autre à portée internationale, afin de renforcer sa résilience économique et amorcer une véritable transformation structurelle.

Par Mourad A.

Dans un monde traversé par des turbulences économiques, une transition énergétique désordonnée et des tensions géopolitiques croissantes, l'Algérie, selon lui, doit adopter une posture de vigilance sans renoncer à l'ambition. « L'Algérie doit adopter une politique prudentielle, stricte », a-t-il affirmé d'emblée, en insistant sur l'importance d'une gestion méticuleuse des ressources. « L'allocation des ressources financières doit être extrêmement rigoureuse », a-t-il ajouté, soulignant que la discipline budgétaire est un fondement incontournable de toute politique économique viable.

Il propose tout d'abord la création d'un fonds souverain national, destiné à soutenir l'économie intérieure en finançant directement les acteurs économiques, qu'ils soient publics ou privés. Ce fonds agirait comme levier d'investissement dans des projets stratégiques visant notamment à réduire la dépendance aux importations et à développer des chaînes de valeur locales. « Ce fonds permettra de vendre des dollars à des investisseurs algériens à des taux qui leur permettront de créer de la richesse »,a-t-il expliqué, avant de souligner que « soutenir l'offre interne » est aujourd'hui un impératif pour asseoir une croissance durable. Dans cette perspective, l'Algérie est appelée à valoriser ses ressources naturelles, humaines et industrielles dans une logique de souveraineté économique.

En parallèle, Mourad Preure a défendu l'idée d'un second fonds, cette fois-ci à dimension internationale, qui permettrait à l'Algérie de tirer profit des fluctuations actuelles de l'économie mondiale. Il a estimé que les crises globales, bien que porteuses d'instabilité, peuvent aussi représenter des opportunités d'investissement. « Il faut profiter de cette crise pour faire des acquisitions d'actifs. C'est maintenant que les opportunités se présentent »,a-t-il insisté. Contrairement à une idée répandue, il précise que de telles opérations n'impliquent pas nécessairement des sorties massives de devises. « Vous n'allez pas payer l'actif cash. Vous sollicitez des crédits adossés à la cible. Si vous investissez 3 milliards de dollars pour 33 % d'une entreprise qui en vaut 10, le reste peut être financé par emprunt »,a-t-il illustré, mettant ainsi en lumière les mécanismes de financement modernes qui permettent de limiter les risques tout en maximisant les bénéfices.

Son analyse repose sur une lecture précise des équilibres géopolitiques et des dynamiques du marché mondial. Il a alerté notamment sur la situation actuelle du marché pétrolier, marqué par une surabondance de l'offre avec un excédent compris entre 100 000 et 800 000 barils par jour selon les estimations internationales, et sur les difficultés économiques que connaissent plusieurs grandes puissances, comme les États-Unis, la Chine ou l'Union européenne. « Nous entrons dans une zone de turbulences. On ne peut même plus prévoir ce qui se passera en juin prochain, tant les signaux sont contradictoires », a-t-il prévenu. Dans ce climat d'incertitude, il a estimé que seule une politique claire, rigoureuse et bien structurée permettra à l'Algérie non seulement d'amortir les chocs extérieurs, mais aussi de tirer avantage des bouleversements en cours.

Au-delà des outils financiers, Mourad Preure a appelé à une vision globale en matière de politique énergétique. Il a insisté sur la nécessité d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer les énergies renouvelables et de renforcer l'intégration industrielle. Selon lui, « l'Algérien consomme deux fois plus d'énergie pour produire une unité de PIB qu'un citoyen de l'OCDE », un déséquilibre qui freine la compétitivité du pays et limite ses capacités d'exportation. Il a également évoqué des solutions concrètes pour un urbanisme et des transports plus durables, comme le recours au transport scolaire privé pour réduire la consommation de carburant et désengorger les routes.

Dans le cadre de la transition énergétique, il a mis en avant le potentiel solaire exceptionnel de l'Algérie, avec ses 3 500 heures d'ensoleillement sur plus de 86 % du territoire, ainsi que les opportunités offertes par l'hydrogène vert. Toutefois, il a rappelé que ces ambitions doivent tenir compte des réalités environnementales, notamment du stress hydrique auquel le pays est confronté, avec seulement 300 m^3 d'eau par habitant, bien en deçà du seuil de pénurie fixé à 1 000 m^3.Enfin, il a insisté sur la nécessité de désenclaver le Grand Sud, en l'intégrant pleinement au reste du pays par le biais d'infrastructures modernes, telles que des voies ferrées électrifiées. Une telle approche s'inscrit dans une logique d'équité territoriale et de développement harmonisé.

ENERGIES RENOUVELABLES

La République de Maurice souhaite bénéficier de l'expertise algérienne

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, a reçu, jeudi, le ministre du Logement et des Terres de la République de Maurice, M. Shakeel Mohamed, indique un communiqué du ministère. Dans ce contexte, M. Arkab a rappelé que "le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, accorde une grande importance au renforcement des liens de coopération et de solidarité africaine et veille à coordonner les efforts avec ses frères dirigeants africains, à l'instar du Premier ministre de la République de Maurice, afin de hisser les relations à des niveaux stratégiques reflétant les aspirations des peuples africains à l'unité et au développement économique durable".

Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné "les voies et moyens de renforcer la coopération dans les domaines de l'énergie, des énergies renouvelables, de la production d'électricité et de la commercialisation du gaz naturel et des produits pétroliers", selon le communiqué. La rencontre a aussi permis aux deux parties d'"échanger les vues sur l'état et les perspectives de la coopération bilatérale, notamment dans le secteur de l'énergie, toutes filières confondues, et dans d'autres domaines d'intérêt commun". Dans ce cadre, la partie mauricienne a "souhaité bénéficier de la riche expérience algérienne dans ces secteurs vitaux, notamment en matière de développement de projets d'énergie solaire photovoltaïque et d'utilisation des micro-réeaux pour l'approvisionnement en électricité des régions isolées". A cette occasion, le ministre d'Etat a affirmé que l'Algérie, en tant qu'acteur central au sein de l'Union africaine, attache une importance stratégique à la réalisation de la transformation énergétique dans le continent africain, réaffirmant "l'engagement de l'Algérie à soutenir toutes les initiatives africaines visant à réaliser la durabilité énergétique" "L'Algérie a mis ses capacités et son expertise au service des efforts du continent en la matière", a rappelé M. Arkab. Soulignant "l'importance de la conjugaison des efforts et de l'échange d'expertises entre les pays africains, en vue de réaliser la sécurité énergétique et de renforcer le développement socio-économique", le ministre d'Etat a "appelé à investir dans le développement des ressources humaines et à étendre les programmes de formation dans les domaines de l'énergie afin que les compétences africaines soient en mesure de relever les défis et de réaliser le développement durable escompté".

R E.

SIGNATURE D'UN MÉMORANDUM D'ENTENTE ENTRE "SONELGAZ" ET "ELSEWEDY ELECTRIC"

Ouverture de nouvelles perspectives économiques entre l'Algérie et l'Egypte

Par R E.

Le Président-directeur général (P-Dg) du groupe Sonelgaz, Mourad Adjal, a affirmé que le mémorandum d'entente, signé jeudi à Alger entre le groupe Sonelgaz et la société égyptienne "Elsewedy Electric", vise à renforcer les investissements de la société en Algérie, constituant ainsi une étape stratégique qui ouvrira de nouvelles perspectives économiques entre les deux pays.

S'exprimant lors de la cérémonie de signature du mémorandum, qui s'est déroulée sous la supervision du ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, M. Mohamed Arkab, et du ministre égyptien des Affaires étrangères, de l'Immigration et des Expatriés égyptiens, M. Badr Abdel-Atty, M. Adjal a précisé que "ce partenariat repose sur le principe de gagnant-gagnant et reflète la forte volonté des autorités supérieures du pays, représentées par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de dynamiser les relations historiques entre l'Algérie et l'Egypte". "Il permettra d'ouvrir de nouvelles perspectives économiques, incarnant les ambitions communes des deux nations", a-t-il poursuivi. Selon le responsable, ce partenariat confirme également les efforts de Sonelgaz pour devenir "un acteur clé sur le continent africain et dans la région méditerranéenne", d'autant plus qu'elle est aujourd'hui une société pionnière et compétitive dans différents domaines liés à l'énergie, y compris la fabrication d'équipements, l'ingénierie et la réalisation d'infrastructures énergétiques, outre sa grande expertise dans les domaines de la numérisation et de la formation". De son côté, le directeur exécutif et président du Conseil d'administration d'Elsewedy Electric, Ahmed Elsewedy, a souligné que ce partenariat jouera "un rôle majeur dans la région en matière d'industrialisation", saluant les "compétences algériennes et le soutien considérable du Gouvernement pour la promotion de l'industrie locale concrètement sur le terrain et non à travers de simples promesses".

Le mémorandum vise à renforcer les investissements d'Elsewedy Electric en Algérie à travers l'extension des activités de son usine de câbles située dans la wilaya d'Aïn Defla, pour inclure la fabrication d'accessoires, ainsi que la production et la commercialisation d'équipements énergétiques, notamment avec la création d'une usine de fabrication d'isolateurs en Algérie. De plus, cette coopération prévoit l'étude de la faisabilité d'une usine commune entre Sonelgaz et la société égyptienne pour la production de transformateurs à très haute tension, avec la possibilité de créer une joint-venture pour la réalisation de centrales électriques au niveau de l'Afrique et du Moyen-Orient, outre l'échange de compétences et la formation. La mise en œuvre de ce mémorandum sera suivie par un comité mixte composé de représentants des deux parties, chargé d'étudier de nouvelles opportunités de coopération, selon les explications fournies lors de l'événement. A noter que cet accord s'inscrit dans le cadre des résultats de la visite de travail effectuée par le PDG de Sonelgaz en Egypte en février dernier, au cours de laquelle il a rencontré plusieurs responsables et opérateurs du secteur énergétique.

HADJ 2025

Réunion de la Commission intersectorielle permanente

Le Directeur général de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO), Tahar Braik, a présidé, jeudi à Alger, une réunion de la Commission intersectorielle permanente chargée du suivi de l'opération du hadj au titre de la saison 1446h/2025, indique un communiqué de l'office. L'ordre du jour a porté sur "le suivi du calendrier des procédures administratives liées à cette saison pour accompagner le processus organisationnel et simplifier les démarches aux pèlerins".

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or se maintient à plus de 3.310 dollars l'once

Les cours de l'or ont marqué un léger recul jeudi après avoir atteint un sommet historique plus tôt dans la séance. L'or au comptant s'est établi à 3.317,63 dollars l'once, en baisse de 0,8 %, tandis que les contrats à terme sur l'or américain ont diminué de 0,5 %, atteignant 3 330,60 dollars l'once. Malgré ce recul, ces chiffres confirment la solidité du métal précieux, toujours positionné au-dessus de la barre symbolique des 3.300 dollars. Parmi les autres métaux, l'argent au comptant a baissé de 1,4 % à 32,28 dollars l'once, le platine a perdu 7 % à 960,92 dollars, et le palladium a chuté de 1,9 % à 953 dollars.

ENTRETIENS ENTRE SONATRACH ET EXXONMOBIL À HOUSTON

Les opportunités de coopération dans le domaine de l'exploration évoquées

Le Président-directeur général (P-dg) du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi, a tenu une séance de travail avec des responsables de la compagnie ExxonMobil dans la ville de Houston (Etats-Unis), avec lesquels il a évoqué les opportunités de coopération entre les deux sociétés dans le domaine de l'exploration pétrolière et gazière, a indiqué jeudi un communiqué du groupe public.

La séance, tenue en présence des cadres dirigeants de Sonatrach, a débuté par une rencontre qui a regroupé M. Hachichi et le Vice-président chargé de l'exploration et des nouvelles opportunités chez ExxonMobil, John Ardill. "Les deux parties ont discuté des perspectives de coopération dans le domaine de l'exploration des hydrocarbures et des moyens de développer le secteur minier en Algérie", précise la même source.

Le comité de suivi des négociations entre Sonatrach et ExxonMobil s'est aussi réuni pour évaluer l'état d'avancement des travaux en vue de concrétiser un contrat dans le domaine des hydrocarbures entre les deux compagnies. Au terme de cette réunion, la délégation de Sonatrach a visité le centre de contrôle à distance des opérations d'exploitation d'ExxonMobil, suivi d'une autre visite au centre des opérations et de surveillance des émissions de méthane à Houston, où les représentants algériens se sont enquis de près des activités de ces deux centres et des solutions technologiques innovantes adoptées par la compagnie américaine, notamment en matière de réduction de l'empreinte carbone.

Cette séance de travail s'inscrit dans le cadre de la consolidation des relations avec ExxonMobil, conformément au protocole d'accord signé entre les deux parties le 23 mai 2024 et permettant d'examiner les opportunités de développement des ressources en hydrocarbures dans les bassins d'Ahnet et de Gourara, en mettant l'accent sur "l'excellence opérationnelle, l'innovation technologique, le respect de l'environnement, et l'adoption des meilleures pratiques en matière de durabilité", conclut le communiqué.

OAPEC

Exportation de 108,6 millions de tonnes de GNL en 2024

Les pays arabes ont accaparé en 2024 une part de 26,4% du marché mondial du gaz naturel liquéfié (GNL), confirmant leur position de leader en tant que fournisseurs "majeurs et fiables", selon le secrétaire général de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (OAPEC), Jamal Al Loughani. Dans un discours prononcé mercredi lors des travaux de la 24e réunion des experts du gaz des pays membres, tenue au Caire, le secrétaire général a indiqué que les exportations arabes de GNL ont atteint environ 108,6 millions de tonnes l'an dernier, dans un contexte de hausse de la production arabe, observée ces dernières années. M. Al Loughani a souligné, dans son discours publié sur le site officiel de l'organisation, que les pays arabes étaient "fortement présents" sur la scène des investissements en 2024, citant plusieurs projets de liquéfaction lancés cette année-là. Grâce à ces nouveaux projets ainsi qu'à ceux en cours de réalisation, l'OAPEC prévoit une augmentation de la capacité d'exportation des pays arabes d'environ 40%, pour atteindre 192 millions de tonnes par an d'ici 2027, ce qui permettra de renforcer davantage leur part dans le commerce international du GNL à l'avenir. Evoquant les faits marquants de l'industrie mondiale du gaz naturel, le secrétaire général a souligné que la demande pour cette ressource énergétique a renoué avec la croissance en 2024, atteignant 406 milliards de pieds cubes par jour, soit une augmentation de 2,8%. Le commerce de GNL représente près de la moitié du volume total des échanges mondiaux de gaz, avec plus de 411 millions de tonnes échangées en 2024, un record historique, selon M. Al Loughani qui a attribué cette hausse à la poursuite de la croissance de la demande asiatique, notamment en Chine et en Inde, ainsi qu'à l'augmentation de la demande au Moyen-Orient, qui connaît un pic de consommation de gaz naturel en été en raison de la demande croissante en électricité.

SÉCURITÉ OPÉRATIONNELLE

Tassili Airlines obtient pour la huitième fois de suite le label IOSA

La compagnie Tassili Airlines a obtenu, pour la huitième fois consécutive, le label IOSA (IATA operational safety audit), référence mondiale en matière de sécurité opérationnelle dans le transport aérien, a-t-elle annoncé jeudi dans un communiqué.

La nouvelle certification, souligne la même source, «marque un tournant significatif, car elle a été obtenue selon la nouvelle méthodologie d'audit de l'Association internationale du transport aérien (IATA): le risk-based approach (RBA)».

Cette approche «innovante» cible les risques spécifiques à chaque compagnie et renforce encore davantage la pertinence et la rigueur du processus de certification, est-il expliqué dans le communiqué. «Le succès de Tassili Airlines dans ce cadre témoigne de son engagement constant en faveur de la sécurité, de la conformité réglementaire et de l'amélioration continue de ses opérations», note encore la compagnie, filiale à 100% de Sonatrach, relevant qu'il s'agit aussi «d'une reconnaissance internationale des efforts déployés par l'ensemble des équipes de la compagnie pour maintenir les plus hauts standards de l'industrie». Obtenir la certification IOSA pour la huitième fois de suite, et ce selon la nouvelle approche basée sur les risques, «représente une fierté et une responsabilité. Cela confirme notre détermination à faire de la sécurité un pilier fondamental de notre stratégie», indique le directeur général de la compagnie, Abdessamed Ourihane, cité dans le communiqué. Avec cette certification, la compagnie aérienne «réaffirme ainsi sa volonté de garantir à ses passagers des voyages en toute sécurité, dans le respect des meilleures pratiques mondiales».

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	421,00	0,24	0,22	-0,63	8,12	7,13	997	419 737,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-	16628	23 279 200,00
BIOPHARM	BIO	2 400,00	NC	0,00	0,00	2,96	7,20	7,50	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2299,00	-0,04	3,43	1,28	12,09	5,44	6305	14 495 195,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,67	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-6,81	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية و الصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 17 افريل 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 17 Avril 2025

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	104	118	90	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	98	113	83	الطماطم	
	Oignon sec	66	73	59	البصل الجاف	
	Ail sec	646	719	574	الثوم الجاف	
	Carotte	75	84	66	الجزر	
	Navet	100	112	89	لفت	
	Petit pois	162	182	141	الجلبانة	
	Fève verte	90	102	79	الفول الاخضر	
	Courgette	92	104	79	الكوسة	
	Haricot vert	254	279	230	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	94	106	83	الخس	
Fruits frais	Orange	102	131	72	البرتقال	فواكه طازجة
	Citron	112	137	86	الليمون	
	Pomme locale	568	696	439	التفاح المحلي	
	Datte	536	673	399	التمر	
	Banane	544	572	516	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1776	1912	1639	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	373	385	360	الدجاج	
	Œufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE

Donner un nouvel élan à la coopération économique

Dans le cadre du renforcement des relations bilatérales, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Youcef Cherfa a effectué, jeudi, une visite de travail en République de Biélorussie. A Minsk celui-ci a appelé, à concrétiser des projets de partenariat dans différents secteurs économiques entre l'Algérie et la Biélorussie, afin de valoriser leurs potentialités, indique un communiqué du ministère.

Par Réda Hadi

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la tenue de la première session du Comité mixte algéro-biélorusse de coopération commerciale, économique, scientifique et technique, que M. Cherfa coprésidera aux côtés du ministre biélorusse de la Régulation antimonopole et du Commerce, M. Arthur Karpovich.
En marge de la réunion préparatoire des experts tenue mercredi, le ministre algérien a eu une série d'entretiens avec de hauts responsables biélorusses, dont une rencontre notable avec le vice-Premier ministre, M. Yuri Shuleiko. Les deux parties ont réaffirmé leur volonté commune de dynamiser les relations de partenariat entre l'Algérie et la Biélorussie, qualifiées de prometteuses dans plusieurs domaines.
Les échanges ont particulièrement porté sur les moyens de donner un nouvel élan à la coopération économique et commerciale, notamment dans le secteur agricole.
À ce titre, M. Cherfa a également tenu une réunion bilatérale avec son homologue biélorusse, le ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation, M. Yuri Gorlov. Les discussions ont porté sur des pistes de coopération dans la production de viande rouge, le matériel agricole ainsi que dans l'échange d'expertises scientifiques et techniques.
Dans ce cadre, M. Cherfa a affirmé que «l'Algérie est disposée à renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie agroalimentaire, de l'énergie, de l'industrie pharmaceutique, de l'industrie, du commerce, des transports et de l'innovation».

Dans le secteur agricole, le ministre a évoqué les perspectives "prometteuses" de partenariat dans la production animale, notamment les vaches laitières et la production laitière, les céréales, les semences, les cultures oléagineuses, les fourrages, la santé animale et végétale, les engrais et la production de matériel agricole, notamment les tracteurs.
Toujours dans le même cadre, de ces discutions, le groupe MAZ, l'un des plus importants groupes en Europe de l'Est en matière de production de camions et d'autobus, envisage un projet d'une usine d'assemblage en Algérie. L'intérêt de Maz au marché algérien survient alors que l'Algérie attire de nombreux constructeurs chinois qui veulent y construire des usines de fabrication de voitures pour le marché local et l'exportation vers l'Europe, le monde arabe et l'Afrique. Cité par le média local Belta, le ministre biélorusse a indiqué que les échanges commerciaux entre les deux pays s'élèvent actuellement « à environ 50 millions de dollars, soit 16 fois plus qu'en 2023 ». Le ministre a également abordé certains projets d'investissements de son pays en Algérie, dont notamment dans le secteur automobile, et de préciser à ce sujet, « Il y a un intérêt à restaurer la production de tracteurs MTZ biélorusses et de chargeurs frontaux BeAZ en Algérie », a-t-il déclaré.
Basé à Minsk, ce groupe étatique (MAZ) ,est l'un des plus importants en Europe de l'Est, et est spécialisé dans la construction de véhicules poids lourds : camions, bus, autocars et minibus…
En effet, les perspectives de partenariat et d'investissements conjoints avec la partie biélorusse en matière d'infrastructures de stockage agricole, et ce, dans le cadre des efforts visant à renforcer les capacités de l'Algérie dans le stockage de céréales, indique un communiqué du ministère.

APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ NATIONAL

Réunion de coordination pour concrétiser les directives du président de la République

Les ministères du Commerce extérieur et du Commerce intérieur ont tenu, jeudi, une réunion de coordination, ayant regroupé les représentants du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), sur la nécessité d'assurer un approvisionnement régulier du marché national en divers produits et marchandises, locaux ou importés, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué un communiqué conjoint des deux départements ministériels. Cette réunion a été coprésidée par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, et le ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Tayeb Zitouni, en présence du président du CREA, Kamel Moula, ainsi que de cadres des deux ministères, précise la même source. La rencontre a porté sur "la concrétisation des hautes directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à garantir un approvisionnement continu, pérenne et suffisant du marché national en divers produits et marchandises, locaux ou importés", lit-on dans le communiqué.

PRÉVENTION DES RISQUES PROFESSIONNELS DANS LES ACTIVITÉS DU BTPH

Le ministre du Travail appelle à l'intensification des visites de terrain

Synthèse R E.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, M. Fayçal Bentaleb a présidé, jeudi, une réunion d'évaluation consacrée à l'Organisme de prévention des risques professionnels dans les activités du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (OPREBATPH), indique un communiqué du ministère. Le ministre a écouté, lors de cette réunion, "un exposé détaillé présenté par le directeur général (DG) de l'Organisme, sur le bilan des activités de l'exercice 2024 en matière de formation et de sensibilisation, réalisées au profit des entreprises et des travailleurs activant dans le domaine du BTPH, ainsi que le plan d'action au titre de l'exercice 2025". A cette occasion, M. Bentaleb a souligné la nécessité de "redoubler d'efforts et d'intensifier les activités sur le terrain, en phase avec les missions de l'Organisme, notamment concernant l'intensification des visites de terrain dans les chantiers du BTPH, y compris les projets en cours de réalisation à travers le territoire national, en priorisant les entreprises qui enregistrent le plus grand nombre d'accidents et celles avec le plus de salariés".
Le ministre a, dans ce cadre, mis l'accent sur l'importance d'assurer "une coordination continue avec les inspections de travail et les représentants des comités de santé et de sécurité au sein des entreprises, en vue de garantir l'efficacité des opérations d'inspection et de sensibilisation, ainsi que le suivi continu du niveau d'application des plans de prévention adoptés dans les domaines HSE sur les chantiers BTPH, en veillant à donner les recommandations nécessaires lorsque des cas de manquement ou de négligence sont relevés".
M. Bentaleb a également exhorté les cadres de l'OPREBATPH à "accompagner les entreprises en matière de mise en place des mesures préventives contre les risques liés à l'exercice des activités du BTPH", en œuvrant à "la promotion des activités préventives avec des normes modernes qui s'appuient sur les technologies de l'information".

FABRICATION DE CÂBLES ÉLECTRIQUES POUR AUTOMOBILES EN ALGÉRIE

Le groupe international APTIV présente son projet

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a reçu, mercredi à Alger, une délégation du groupe international APTIV, spécialisé dans la fabrication de câbles électriques pour automobiles, en vue d'examiner un projet de création d'une usine de production de faisceaux de câbles électriques en Algérie, en partenariat avec un industriel algérien, a indiqué un communiqué du ministère. Tenue au siège du ministère en présence d'un représentant de Stellantis Algérie, ainsi que de cadres centraux, cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la stratégie de relance industrielle visant à promouvoir la fabrication locale de pièces détachées et composants destinés à l'industrie automobile. A cette occasion, la délégation d'APTIV a présenté un exposé détaillé sur le projet, qui constitue, selon le ministre, "une étape essentielle pour le développement d'une industrie automobile locale, en favorisant la fabrication locale de composants, au lieu de les importer et en créant un environnement concurrentiel propice à l'investissement et au transfert de technologie". Ghrieb a également insisté sur la nécessité d'"accroître progressivement les capacités de production, dans l'objectif d'asseoir une industrie mécanique compétitive et durable, capable de répondre aux besoins du marché national, tout en ouvrant les perspectives d'exportation". Il a, par ailleurs, mis l'accent sur l'importance de renforcer le réseau national de sous-traitance et de développer les compétences locales dans le secteur de l'industrie mécanique.

BLIDA

Caravane verte de sensibilisation contre les feux de forêts

Une caravane de sensibilisation sur les dangers des incendies de forêts et des récoltes agricoles a été lancée jeudi à Blida et sillonnera toutes les communes de la wilaya jusqu'au 31 mai, a-t-on appris auprès de la conservation locale des forêts. La caravane verte, dont le coup d'envoi a été donné par le wali Ibrahim Ouchane, s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la campagne 2025 de prévention des incendies de forêts et de récoltes, a expliqué le conservateur des forêts, Mohamed Moghaddam. Cette initiative de proximité, organisée chaque année par la conservation des forêts, sillonnera les 25 communes de la wilaya, et ciblera principalement les agriculteurs avec plusieurs activités de sensibilisation sur les risques d'incendies de récoltes et de forêts. Pour sa part, le directeur local de la protection civile, le colonel Mohamed Mokhtari, a souligné l'importance de cette campagne qui coïncide avec l'approche de la saison des récoltes qui connaissent souvent des incendies de cultures, précisant que le travail de sensibilisation sera également intensifié auprès des citoyens qui résident à proximité des zones forestières. A noter, la caravane est composée de plusieurs cadres de différents secteurs tels que la protection civile, l'environnement, les services agricoles, les affaires religieuses et les wakfs, ainsi que le fonds régional de coopération agricole, outre des acteurs de la société civile.

TIZI-OUZOU

La 11e édition de la fête de l'olivier se déroulera du 23 au 26 avril à Maâtkas

Une centaine (100) d'exposants prendront part à la 11ème édition de la fête de l'olivier qui s'ouvrira lundi, 21 avril, au village Ath Zaim dans la commune de Maâtkas, au Sud-ouest de Tizi-Ouzou, a-t-on appris jeudi des organisateurs de cette manifestation.

Un total de 100 exposants, entre producteurs d'huile d'olive, propriétaires de huileries, transformateurs, fabricants de savons, bijoutiers, potiers et d'autres métiers artisanaux seront de la fête a indiqué à l'APS, AmmamMahieddine, président de l'association "Tigjdit N'Ath Zaim", organisatrice de l'événement.

Les exposants venus des wilayas d'Alger, Boumedres, Béjaïa, Djelfa, Médéa, Constantine, Tlemcen, Oran, Sétif, Biskra, Bouira, Touggourt, Ouargla, Ghardaia et de Tizi-Ouzou traiteront et échangeront durant 4 jours, du 23 au 26 avril, des différents aspects liés à la filière oléicole.

Des expositions, conférences et diverses activités (plantation et ateliers sur les techniques de taille et de greffage) en rapport avec la préservation et le développement du patrimoine oléicole sont au programme de la manifestation.

Cette année, un atelier de démonstration sur le greffage des oliviers destiné aux femmes est prévu lors de cette manifestation. "Un travail, jusque-là, réservé aux hommes mais dont peuvent, également, se charger les femmes", a fait remarquer Ammam.

Instaurée en 2009, et suspendue lors de la pandémie de la COVID-19, la manifestation "qui suscite un intérêt grandissant auprès des agriculteurs a été d'un apport non négligeable pour ce qui est de l'entretien et de la promotion de la filière qui demeure une source de revenus pour une importante partie de la population locale" a-t-il estimé.

BECHAR

Un apport de 24 millions M3 d'eaux au barrage de Djorf-Ettorba ces dernières 48 heures

Un apport de 24 millions M3 d'eaux a été enregistré ces dernières quarante-huit heures au barrage de Djorf Ettorba (Sud de Bechar), suite aux crues de plusieurs oueds et autres petits cours d'eau de la wilaya, a-t-on appris jeudi de l'antenne locale de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT).

Ce nouvel apport pluviométrique a permis l'augmentation de la capacité de retenue du barrage de 187 millions M3 à 211 millions M3, a précisé le responsable de l'antenne locale de l'ANBT, Ahmed Djebli. Cet apport va permettre la satisfaction de l'alimentation en eau potable, via la station de traitement et d'épuration des eaux, pour les besoins des habitants de Bechar, Abadla et Kenadza, en plus de ceux du secteur agricole, spécialement les exploitations de la plaine d'Abadla qui couvre une superficie de 5.400 hectares, a-t-il expliqué. La station en question fournit une quantité de 20.000 M3/jour d'eau potable pour les habitants des collectivités précitées, a-t-il fait savoir.

GUELMA

Vers la mise en service de 9 nouveaux centres de stockage de céréales

Les structures de stockage de céréales seront renforcées, à Guelma, par la réception et la mise en service de 9 nouveaux silos de proximité totalisant une capacité 450.000 quintaux et ce, lors de la prochaine campagne moissons-battage, a indiqué, jeudi, le wali, Houria Aggoun.

"Les dates de réception définitive et de mise en service de ces nouvelles structures de stockage ont été fixées en coordination avec la direction de wilaya des équipements publics, maître d'ouvrage du projet", a souligné la responsable de l'exécutif local lors d'une allocution prononcée en ouverture de la 1ère session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW).

Selon la même responsable, les travaux de construction de ces silos de proximité ont atteint un "stade très avancé" permettant ainsi leur utilisation pendant la campagne moissons-battage lancée, d'ordinaire, dans la wilaya de Guelma, vers la fin du mois de juin.

Selon le wali, la capacité de chacun de ces nouveaux silos est de 50.000 quintaux, ce qui représente une capacité de stockage supplémentaire de 450.000 quintaux qui renforcera la capacité actuelle qui est de 1 million de quintaux à travers 17 points de collecte et de stockage de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS).

Elle a ajouté que ces nouveaux silos de proximité permettront également aux agriculteurs, grâce à leurs emplacements réfléchis dans plusieurs communes, en particulier celles qui sont relativement éloignées des structures de stockage existantes (Ain Ben Beida, Oued Cheham, Bouchegouf et Nashmaya) d'écouler plus facilement leurs récoltes.

L'ordre du jour de la 1ère session ordinaire de l'APW, organisée sur une journée, était consacré à l'examen du dossier des biens Wakf et à la présentation du bilan annuel des activités des services de l'Etat dans la wilaya de Guelma durant l'année 2024.

TAMANRASSET

Le ministre de l'Hydraulique met l'accent sur la nécessité de réaliser une nouvelle STEP

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a mis l'accent jeudi sur la nécessité de réaliser une nouvelle station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) au chef-lieu de la wilaya de Tamanrasset. S'exprimant lors de l'inspection de l'actuelle STEP, dans le cadre de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que "la réalisation d'un nouvel ouvrage du type à Tamanrasset constitue un projet structurant et stratégique à même de répondre aux attentes de la population de cette région qui connait une dynamique de développement dans tous les domaines". M. Derbal a estimé ainsi nécessaire d'engager une réflexion pour la réalisation d'une nouvelle STEP et la délocalisation de l'actuelle, mise en service en 2011, hors du tissu urbain, tout en assurant la poursuite de son fonctionnement. L'ancien ouvrage hydraulique couvre une superficie de 30 hectares, avec une capacité de traitement de 27.440 M3/jour, selon l'exposé présenté au ministre qui a pris connaissance, par la même occasion, de l'étude de faisabilité de la nouvelle STEP. Le membre du gouvernement a mis l'accent, en outre, sur la prise des mesures nécessaires à même d'assurer la durabilité des projets de développement, à travers l'entretien et la maintenance des installations. Selon les explications fournies à la délégation, le projet en question prévoit l'examen de la capacité de pompage de l'eau traitée susceptible d'être exploitée à des fins d'irrigation agricole sur une superficie de 109 ha au niveau des localités de Tagrembeit, Idikel et Tiknaouine. Ce projet devra, outre son impact sur la prévention des maladies à transmission hydrique (MTH), contribuer à la préservation des ressources hydriques souterraines, a-t-on expliqué. Poursuivant sa tournée dans la wilaya, le ministre de l'Hydraulique s'est rendu dans la localité d'Outoul (20 km au Nord de Tamanrasset), où il a inspecté la station de pompage six (SP-6) et a pris connaissance, à travers un exposé succinct, du mégaprojet de transfert de l'eau d'In-Salah vers Tamanrasset (750 km) et du projet d'alimentation en eau potable des communes d'Abalessa et Idelès (80 et 155 km respectivement de Tamanrasset). Lors d'une séance de travail au siège de la wilaya, au terme de sa visite, le ministre a affirmé que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a donné le feu vert pour l'inscription et la réalisation des projets de développement, à l'effet d'améliorer le service public au service du citoyen. Pour sa part, le wali de Tamanrasset, Mohamed Boudraâ, a indiqué que l'Etat accorde un grand intérêt au secteur de l'hydraulique dans la wilaya, se traduisant par la réalisation actuellement de 34 opérations de développement en vue de contribuer à l'amélioration du cadre de vie de du citoyen.

La politique de Trump et du DOGE d'Elon Musk favorisera l'industrie financière prédatrice

Le Consumer Financial Protection Bureau (CFPB) est destiné nous protéger contre la finance prédatrice. C'est pourquoi Trump veut le faire disparaître.

Par Sasha Abramsky (*)

Des manifestants brandissent des pancartes alors qu'ils participent à une manifestation contre le projet du président Donald Trump et d'Elon Musk de fermer le Consumer Financial Protection Bureau (CFPB) devant le siège du CFPB à Washington, le 10 février 2025. Saul Loeb / AFP via Getty Images

Dans le sillage de la crise financière de 2008, l'impact destructeur des prêteurs prédateurs sur le bien-être des emprunteurs individuels et la santé de l'économie en général est devenu de plus en plus évident. En réponse à cette situation, un nombre croissant de personnalités politiques, emmenées par la sénatrice Elizabeth Warren, ont demandé la création d'une agence chargée de défendre les intérêts des consommateurs contre les pratiques financières abusives. L'agence devait veiller à l'application des réglementations existantes et en créer de nouvelles afin d'encadrer le secteur financier.

En 2010, le Congrès a adopté une loi portant création du Bureau de protection financière des consommateurs (CFPB), qui est entré en fonction en juillet de la même année. Sur son site web, le CFPB explique son histoire comme suit : « De nombreux Américains ont contracté des prêts qu'ils ne comprenaient pas bien et qu'ils ne pouvaient pas se permettre. Si certains emprunteurs se sont sciemment surendettés, de nombreux Américains qui se sont comportés de manière responsable ont également été incités à contracter des prêts excessifs par des promesses trompeuses de faibles remboursements. Les prêteurs honnêtes qui ont résisté à la pression de vendre des produits compliqués ont dû faire face à leurs concurrents moins responsables. »

Au cours des 14 dernières années, le CFPB a protégé les Américains ordinaires contre les sociétés émettrices de cartes de crédit qui pratiquent une politique trompeuse en matière de taux d'intérêt et de frais ; contre les prêteurs sur salaire, dont les frais peuvent représenter l'équivalent de centaines de pour cent d'intérêts par an ; contre les banques qui facturent ce qu'il est convenu d'appeler des frais fictifs ; contre les prêteurs qui proposent des prêts trompeurs garantis par les titres de propriété des voitures des emprunteurs, etc. Pour la seule année 2023, elle a pris 29 mesures d'exécution, obtenant plus de 3 milliards de dollars d'indemnisation pour les consommateurs et près d'un demi-milliard de dollars d'amendes pour les entreprises. En d'autres termes, il s'agit d'un exemple modeste de l'utilisation par le gouvernement fédéral de ses ressources au profit des Américains ordinaires contre les entreprises riches et exploiteuses. C'est précisément pour cette raison qu'elle est depuis longtemps dans la ligne de mire du GOP et de la base des riches donateurs du parti. La première administration de Trump a tenté à plusieurs reprises de démanteler l'agence, la Heritage Foundation faisant pression pour sa disparition et Trump ayant nommé Mick Mulvaney, un homme farouchement pro-entreprise, à la tête de l'agence. L'administration a également soutenu que la création du CFPB en tant qu'agence indépendante était en soi inconstitutionnelle.

En fin de compte, Trump 1.0 n'a pas réussi à neutraliser l'agence et, à bien des égards, l'empreinte du CFPB et ses mesures d'application ont augmenté ou, à tout le moins, se sont poursuivies à un rythme soutenu jusqu'en 2021. Lorsque Biden est devenu président, avec un programme favorable aux consommateurs, le CFPB a continué à prendre de l'importance, au grand dam d'une grande partie de l'Amérique des affaires.

Aujourd'hui, sous Trump 2.0, l'Amérique des affaires a une deuxième chance de détruire un organisme gouvernemental qui offre de modestes protections aux personnes vulnérables contre les puissants et les riches.

Dans les semaines qui ont suivi l'investiture de Donald Trump le 20 janvier, le prétendu « Département de l'efficacité gouvernementale » (DOGE) d'Elon Musk a tenté de simplement « supprimer » le CFPB, en dépit du fait qu'il a été créé par le Congrès et qu'il ne peut donc être légalement aboli que par le Congrès. En fait, après l'USAID, aucun élément de la bureaucratie fédérale n'a attiré l'attention malveillante du DOGE comme l'a fait le CFPB, que Musk s'est mis à attaquer régulièrement sur son compte X.

Le 7 février, l'oligarque, dont la société Tesla a fait l'objet de centaines de plaintes de consommateurs auprès du CFPB et dont les efforts pour créer un partenariat de traitement des paiements X-Visa étaient également susceptibles d'être signalés par le bureau, a affiché « CFPB RIP » sur X. Cela s'inscrivait dans la lignée des efforts du DOGE pour s'en prendre au National Labor Relations Board, à l'Office of Federal Contract Compliance Programs et à d'autres parties de la bureaucratie fédérale qui, à un moment ou à un autre, s'étaient opposées aux pratiques commerciales les plus prédatrices ou contraires à l'éthique de Musk.

Pendant 14 ans, le CFPB a défendu les petites gens contre les oligarques. Aujourd'hui, les oligarques sont de nouveau en force.

Le lendemain, le nouveau directeur par intérim du CFPB, Russell Vought, qui est également responsable du puissant Bureau de la gestion et du budget, a ordonné au personnel de l'agence de cesser tout travail d'élaboration de nouvelles règles, d'enquête sur les malversations des entreprises, ainsi que tout litige et toute communication publique. Il a ensuite informé la Réserve fédérale, qui finance l'agence, que le CFPB ne recevrait pas d'argent supplémentaire pour ses opérations au cours du trimestre suivant. Le syndicat représentant les travailleurs de l'agence a également fait savoir qu'il avait des raisons de craindre qu'il s'apprête à restituer son solde de 711 millions de dollars, ce qui la mettrait totalement hors d'état de nuire. Cette mesure a été suivie d'une autre note de service adressée aux quelque 1 700 membres du personnel de l'agence, leur interdisant tout travail et les invitant à ne pas venir au bureau – un bureau dont Vought aurait ensuite cherché à faire résilier le bail.

Dans la semaine qui a suivi le 14 février, des dizaines de stagiaires de l'agence ont été licenciés. Vought a également annulé des contrats d'une valeur de 100 millions de dollars que le CFPB avait conclus avec des entreprises chargées, par exemple, de traiter les plaintes des consommateurs. À peu près au même moment, Chris Young, agent du DOGE et ancien lobbyiste de l'industrie pharmaceutique, a été nommé « conseiller principal » du bureau.

Tout cela a donné lieu à une riposte juridique féroce. Quelques jours après les efforts de Vought pour démembrer le CFPB, le syndicat national des employés du Trésor a saisi la justice en alléguant que Vought prévoyait de licencier 95 % du personnel de l'agence.

Il n'a pas fallu longtemps à la juge Amy Berman Jackson pour se ranger du côté du syndicat dans cette affaire. Elle a conclu que Vought et/ou le DOGE ne pouvaient pas simplement licencier des milliers d'employés sans motif et a émis une ordonnance restrictive temporaire. Au début du mois de mars, l'ordonnance a été prolongée et, à l'heure où nous publions ces lignes, le personnel de l'agence reste largement intact, même s'il se trouve dans la situation de congélation ordonnée par Vought, dans laquelle la plupart de ses tâches quotidiennes ne sont plus effectuées.

Au cours des dernières semaines, le CFPB a abandonné au moins 10 procédures contre des prêteurs, y compris, selon Reuters, une procédure contre Capital One accusant la banque d'avoir retenu des milliards de dollars d'intérêts auprès de ses clients. Des dizaines d'autres affaires sont désormais en suspens.

Tout cela fait peser la charge de la protection des consommateurs sur les États, sur les procès financés par des fonds privés et, en fin de compte, sur les consommateurs eux-mêmes. Cela ne signifie pas que les consommateurs n'ont plus aucune protection, mais cela signifie que sous Trump, le gouvernement fédéral se lave les mains de tout effort, même modeste, visant à protéger les consommateurs – en particulier les emprunteurs à faible revenu et/ou de couleur qui ont le plus souvent été victimes de pratiques de prêt particulièrement abusives – faisant ainsi pencher la balance en faveur de certains des pires acteurs de l'industrie du crédit.

Compte tenu des autres actions de cette administration oligarchique, rien de tout cela ne devrait être une surprise. Une partie de la mission du DOGE semble être de neutraliser tout système ou agence susceptible d'arrêter l'accumulation de pouvoir et de richesse de Musk et de Trump. Pendant 14 ans, le CFPB a défendu les petites gens contre les oligarques. Aujourd'hui, les oligarques sont de nouveau en force, déracinant les systèmes qui se dressent sur leur chemin et ramenant rapidement l'industrie du prêt aux pires pratiques de l'époque précédant la crise financière.

(*) Journaliste indépendant et chargé de cours à temps partiel à l'université de Californie à Davis. Son travail a été publié dans de nombreuses publications, notamment The Nation, The Atlantic Monthly, New York Magazine, The Village Voice et Rolling Stone.

Source : Truthout, 20-03-2025

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

TUNISIE

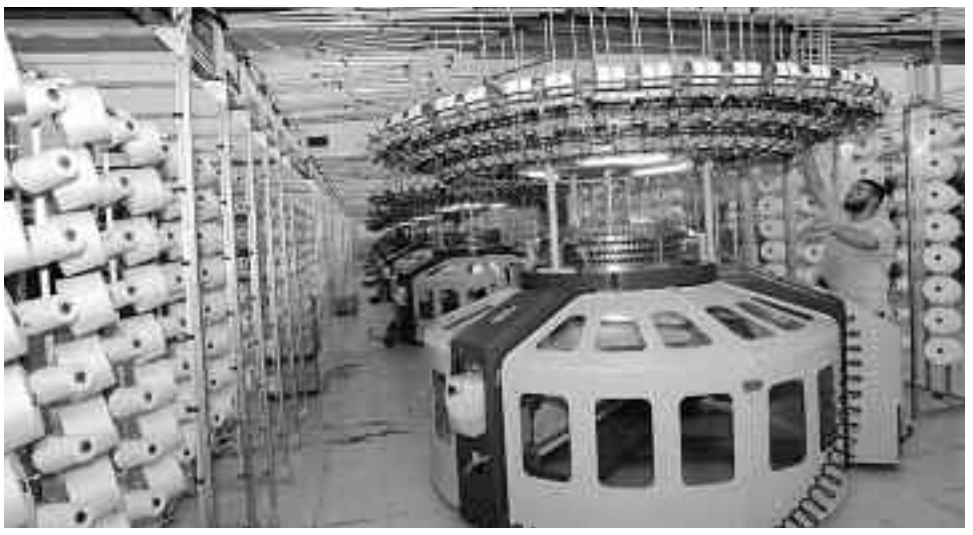
Réduction de moitié de l'excédent de la balance commerciale alimentaire

L'excédent de la balance commerciale alimentaire de la Tunisie, au cours des trois premiers mois de 2025, s'est réduit de près de moitié, à 614,8 millions de dinars (MD), contre 1115,5 MD à fin mars 2024, en raison de la baisse de la valeur des exportations de l'huile d'olive, des dattes et des produits de la pêche, malgré le recul des importations des céréales, du sucre et des huiles végétales, a annoncé, jeudi, l'Observatoire national de l'agriculture, dans un bulletin mensuel sur la balance commerciale des produits alimentaires de mars 2025. Le taux de couverture des importations par les exportations a baissé à 134,7% contre 161,6% à la fin du mois de mars 2024, a indiqué l'Observatoire.
La valeur des exportations alimentaires a diminué de 18,4 pour cent, tandis que les importations ont diminué de 2,1 pour cent.
Les exportations alimentaires ont représenté 15,6 % du total des exportations nationales, et leur valeur a diminué de 18,4 % par rapport à mars 2024 pour atteindre 2386,1 MD.
La valeur des exportations d'huile d'olive a diminué à 1442,3 MD à mars 2025 contre 1879,8 MD à mars 2024, atteignant ainsi une part dans les exportations alimentaires de 60,4 % contre 64,3 % au cours de la même période de l'année précédente.
Les importations alimentaires ont représenté 8,7 % du total des importations nationales, dont la valeur a diminué de 2,1 % pour atteindre 1771,3 MD, alors que la valeur des importations céréalières s'est élevée à 908,9 MD, enregistrant une baisse de 18,3 % par rapport à mars 2024.
Les importations de céréales ont représenté 51,3 % du total des importations alimentaires en mars 2025, contre 61,5 % au même mois de l'année précédente. Ces achats ont concerné principalement le blé qui s'est élevé à 617,8 MD, soit 86 pour cent des importations céréalières.
Le prix moyen d'approvisionnement en blé dur a baissé de 18,5 % et le prix moyen d'approvisionnement en blé tendre a baissé de 3,5 %.

EXPORTATIONS DE PRODUITS TEXTILES

L'Égypte veut quadrupler ses recettes d'ici à 2030

En Égypte, l'industrie du textile et de l'habillement est l'une des plus développées en Afrique, avec le Maroc et la Tunisie. Le gouvernement souhaite améliorer les performances du secteur sur le segment des exportations en attirant des investissements dans de nouveaux projets industriels.



En Égypte, le gouvernement veut parvenir à réaliser 11,5 milliards $ de recettes d'exportations de produits textiles par an d'ici 2030, soit quatre fois plus que les 2,8 milliards $ engrangés en 2024. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette ambition se fonde principalement sur la mise en œuvre prochaine de deux projets industriels dévoilés par le ministère de l'Industrie et du Commerce le 12 avril dernier.
D'un coût total de 3,5 milliards $ et prévus pour être réalisés dans le cadre de partenariats public-privé, ces projets portent sur la création de deux villes textiles d'une superficie cumulée de 1 100 hectares dans les gouvernorats de Minya et de Fayoum. Il s'agit concrètement d'aménager deux sites pour abriter des usines textiles et infrastructures connexes en vue de créer un écosystème productif organisé pour maximiser l'efficacité, la compétitivité et la durabilité du secteur textile.
« Ces deux villes seront totalement intégrées, englobant toutes les étapes du processus de fabrication du textile, de la filature et du tissage à la teinture, en passant par la production de vêtements et la fabrication de meubles. Chaque ville comprendra des zones de services industriels et logistiques, une école industrielle spécialisée dans les technologies textiles, des centres de services pour les investisseurs, des installations de soins de santé et de recherche, des espaces d'exposition et des centres de commercialisation », explique Kamel El-Wazir ministre de l'Industrie et de Commerce.
Cette décision du gouvernement de booster la capacité de l'industrie textile locale à des fins d'exportations s'inscrit dans un contexte où le marché mondial des vêtements est en pleine croissance. Selon les projections formulées sur la plateforme Statista, le chiffre d'affaires du marché mondial de l'habillement devrait s'établir à 1 840 milliards de $ en 2025 et afficher une croissance moyenne de 2,64 % par an jusqu'en 2029.
Avec la création de ces deux villes textiles, l'Égypte pourrait renforcer sa position comme hub industriel régional, en capitalisant sur sa proximité avec les marchés européens et le canal de Suez pour faciliter les exportations. Si ces projets attirent les investisseurs, ils stimuleront la création d'emplois industriels et généreront un effet d'entraînement sur d'autres secteurs, notamment la logistique, la formation professionnelle et la recherche textile.

ARABIE SAOUDITE

Les exportations de dattes augmentent de 15,9% en 2024

Les exportations de dattes de l'Arabie saoudite ont connu une augmentation de 15,9% en glissement annuel en 2024, atteignant 1,695 milliard de riyals saoudiens (451,7 millions de dollars), selon des données récemment publiées par le Centre national pour les palmiers et les dattes.
La même année, le Royaume a produit plus de 1,9 million de tonnes de dattes, soulignant son rôle important dans l'industrie mondiale des dattes, a rapporté l'Agence de presse saoudienne.
L'Arabie saoudite, qui compte plus de 33 millions de palmiers, soit environ 27% du total mondial, possède environ 123 000 exploitations agricoles de palmiers dans tout le pays, ce qui renforce encore sa position de leader mondial dans la production de dattes.
Selon Market Research Future, le marché mondial des dattes devrait passer de 120 millions de dollars en 2023 à 220 millions de dollars en 2032, avec un taux de croissance annuel composé de 5,22%.
"Les dattes saoudiennes ont connu une expansion notable sur les marchés mondiaux, atteignant les consommateurs dans 133 pays. La valeur des exportations représente une augmentation de 15,9% par rapport à 2023", lit-on dans un communiqué de l'Agence de presse saoudienne, soulignant que les dattes saoudiennes ont connu une expansion notable dans toutes les régions du monde.
"Cette croissance est attribuée aux efforts soutenus visant à améliorer la qualité des dattes saoudiennes et à élargir leur présence sur le marché mondial, soulignant l'importance croissante du secteur des palmiers et des dattes dans le soutien de l'économie nationale et la diversification des flux de revenus", a conclu le communiqué.
L'industrie des dattes du Royaume a connu une transformation remarquable depuis le lancement de Vision 2030 en 2016 - une initiative stratégique visant à diversifier l'économie non pétrolière de l'Arabie saoudite.

LIBYE

Le FMI anticipe une reprise grâce au pétrole, menacée sans réformes

La croissance de l'économie de la Libye est intimement liée à l'exploitation de ses ressources pétrolières qui représentent 3 % des réserves prouvées mondiales, soit les 10èmes réserves prouvées de brut sur le plan mondial.
Après une année 2024 marquée par des interruptions de production, la Libye pourrait retrouver une croissance robuste en 2025, portée par une hausse de son activité pétrolière. C'est ce qu'il ressort d'une déclaration publiée mercredi 16 avril à la suite d'une mission du Fonds monétaire international dans le pays.
L'instance financière internationale table sur une amélioration notable du produit intérieur brut (PIB), soutenue par les hydrocarbures. En 2024, ceux-ci continuent de dominer l'économie libyenne. Selon la Banque africaine de développement (BAD), le pétrole et le gaz ont représenté environ 68 % du PIB, 97 % des exportations et plus de 90 % des recettes fiscales du pays.
Cette reprise, bien que prometteuse, demeure cependant vulnérable en l'absence de réformes structurelles, car la forte dépendance du pays aux hydrocarbures accentue sa sensibilité aux chocs du marché mondial et aux tensions internes.
En décembre dernier, par exemple, des affrontements ont paralysé la raffinerie de Zawiya, rappelant à quel point la stabilité politique reste précaire alors que la croissance économique de la Libye projetée par la BAD est à 6,2 % en 2025, « si les prix et la production de pétrole et de gaz restent stables ».
Pour le FMI qui n'a pas précisé les chiffres de sa projection, la situation actuelle de la Libye demeure trop fragile pour permettre une diversification économique effective, notamment dans un contexte de faiblesse des activités hors hydrocarbures. À ce facteur s'ajoutent un manque de financements, une réglementation peu efficiente et un climat des affaires incertain qui, malgré des dépenses publiques soutenues, freinent l'économie privée.
Or, les perspectives de croissance sont étroitement liées à l'environnement politique et aux réformes économiques. L'enjeu est de savoir si la Libye veut et peut transformer une embellie conjoncturelle en relance durable. Sans une réforme des subventions, une meilleure gouvernance, et un soutien au secteur privé, une baisse des cours du pétrole pourrait ramener le pays à ses vulnérabilités structurelles.
Par ailleurs, ce manque de visibilité stratégique au-delà du secteur pétrolier constitue un frein aux investissements étrangers, essentiels pour l'augmentation de la production de brut. Dans ce contexte, le FMI appelle à des réformes budgétaires d'envergure pour consolider les équilibres macroéconomiques et répondre aux enjeux à long terme.
« Des efforts budgétaires substantiels seront nécessaires pour préserver la viabilité et réaliser l'équité intergénérationnelle, notamment en introduisant des réformes bien calibrées et ordonnées des salaires et des subventions à l'énergie et en mobilisant les recettes hors hydrocarbures », estime le FMI.

LUTTE CONTRE LA PÊCHE INN

La Tanzanie intègre l'utilisation de drones

La pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) occasionne des manques à gagner considérables pour les pêcheries à travers le monde. Pour lutter efficacement contre cette pratique, le gouvernement tanzanien opte désormais pour l'intégration des technologies connectées.

La Tanzanie vient de faire un pas de plus vers la modernisation de la gestion de ses ressources halieutiques. Selon les informations relayées par les médias locaux, Alexander Mnyeti, vice-ministre de l'Élevage et de la Pêche, a inauguré le dimanche 13 avril dernier l'utilisation d'un drone dans la surveillance des activités de pêche sur le lac Victoria. Il s'agit d'une première dans le secteur.

Selon le responsable, cette initiative vise notamment à lutter efficacement contre les pratiques de pêche INN dans le pays. Elle s'inscrit dans le cadre d'un projet plus ambitieux visant à déployer des drones sur d'autres lacs importants comme le lac Tanganyika et le lac Nyasa, ainsi que le long des côtes du pays sur l'océan Indien à terme. « Les drones sont capables de fournir des données en temps réel, ce qui permettra de réduire les activités de pêche illégale, de diminuer les coûts opérationnels des patrouilles lacustres et de servir aux opérations de recherche et de sauvetage. Ce sont des dispositifs aériens modernes sans pilote, destinés à améliorer les patrouilles et la gestion des ressources dans le secteur de la pêche », explique M. Mnyeti. Cette recherche d'efficacité dans la surveillance des activités de pêche est d'autant plus importante quand on sait que le pays d'Afrique de l'Est déplore chaque année des pertes économiques évaluées à 15,16 milliards de shillings (5,6 millions $) en raison de la pêche INN, des navires non enregistrés et du manque de données précises sur la pêche. Plus largement, l'intégration des drones dans la lutte contre la pêche INN en Tanzanie illustre une fois de plus la prise de conscience par les gouvernements africains des avantages de l'Internet des objets (IdO) et leur adoption progressive dans les systèmes agricoles sur le continent.

En Tanzanie, un succès de l'utilisation des drones pour la pêche pourrait encourager l'adoption de cette technologie dans d'autres secteurs agricoles et environnementaux, comme la surveillance des cultures ou la gestion des ressources forestières.

CENTRAFRIQUE

L'Indien Mahasakhti s'engage à investir 1 milliard $ dans l'agriculture

La République centrafricaine est l'un des pays d'Afrique centrale où le potentiel du secteur agricole est encore largement sous-exploité. Le gouvernement qui souhaite changer la donne, mise sur ses partenaires pour attirer davantage d'investissements directs étrangers dans le secteur.

En République centrafricaine, le gouvernement vient de signer deux conventions de partenariat avec le conglomérat indien Mahasakhti dans l'agrobusiness. C'est ce qu'a révélé Richard Filakota (photo), ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération internationale, dans une interview accordée le 14 avril au média Vox Africa.

Dans le cadre de ce nouveau partenariat, le groupe indien prévoit d'investir 1 milliard de $ dans la production intensive de canne à sucre et de manioc destinés à des usages industriels et commerciaux. D'après M. Filakota, il s'agit du plus gros projet d'investissement annoncé dans le pays. Ce partenariat devrait en outre faciliter le transfert de technologie entre l'Inde et la Centrafrique dans les filières agricoles.

Pour l'heure, les données concernant les zones de production ciblées, les superficies à exploiter ou encore la date de lancement du projet ne sont pas encore connues. Mais avec ce nouvel investissement, le gouvernement centrafricain peut saisir une opportunité de mieux valoriser son potentiel agricole.

Selon les données officielles, le pays d'Afrique centrale dispose de 15 millions d'hectares de terres arables, mais n'exploite que 5 % de ce potentiel. Il s'agit en outre d'un nouveau pas vers la souveraineté alimentaire, d'autant plus que le manioc, l'une des principales filières ciblées par ce projet d'investissement, est la principale denrée de base en Centrafrique.

À moyen terme, la concrétisation de ce partenariat pourrait créer un effet d'entraînement sur l'ensemble du secteur agricole centrafricain, en attirant d'autres investisseurs étrangers ou même locaux. Elle pourrait aussi inciter le gouvernement à accélérer les réformes foncières et logistiques nécessaires à la modernisation du secteur.

AFRIQUE DU SUD

BalwinProperties obtient un prêt de 53 millions $ pour le logement durable

Le promoteur immobilier bénéficiera d'une ligne de crédit approuvée par la SFI, afin de concevoir des appartements résidentiels en Afrique du Sud. Ce financement s'inscrit dans une stratégie plus large visant à atténuer le déficit de logements du pays, estimé à plus de 2,2 millions d'unités.

La Société financière internationale (SFI) a accordé un prêt en monnaie locale de 1 milliard de rands, soit environ 53,1 millions $, à BalwinProperties, un promoteur immobilier coté à la Bourse de Johannesburg. Ce prêt, d'une durée de huit ans, a été annoncé le mardi 15 avril 2025. Il servira à financer le projet « Mooikloof City » qui porte sur la construction de plus de 16 000 logements destinés à des ménages à faible et moyen revenu en Afrique du Sud. BalwinProperties utilisera ces fonds pour l'achat initial du terrain, la mise en place des infrastructures de base, la construction des logements, ainsi que le refinancement de dettes à court terme liées au projet.

« Le soutien de la SFI nous permet non seulement d'accroître l'offre de logements abordables dans le pays, mais aussi de renforcer notre engagement en faveur des pratiques de construction écologique », a fait savoir Steve Brookes, directeur général de BalwinProperties.

Un besoin de logement structurel

L'Afrique du Sud est confrontée à un déficit important en matière de logements. Selon une étude publiée en mars 2025 par le Center for AffordableHousing Finance (CAHF), ce déficit est estimé à environ 2,2 millions d'unités. L'étude révèle que 40% des ménages sud-africains disposant de revenus mensuels inférieurs à 3500 rands rencontrent des difficultés d'accès au logement.

A l'inverse, 30% des foyers les plus aisés accèdent sans difficulté au marché immobilier formel.

Ce déséquilibre touche principalement les classes moyennes inférieures et les ménages vulnérables, qui ne sont ni éligibles à un logement social ni en mesure d'accéder au crédit hypothécaire classique.

C'est dans ce contexte que des initiatives comme « Mooikloof City » s'inscrivent, afin de répondre à une demande restée longtemps insatisfaite.

KENYA

La Banque centrale lève le moratoire interdisant l'octroi de licences à de nouvelles banques

La levée du moratoire qui entre en vigueur le 1er juillet 2025 n'est pas une ouverture sans conditions. Les nouvelles banques devront être financièrement solides et disposer d'un capital minimum d'environ 77 millions $.

La Banque centrale du Kenya (CBK) lèvera le moratoire interdisant l'octroi de licences à de nouvelles banques commerciales à compter du 1er juillet 2025. Ce moratoire, en vigueur depuis le 17 novembre 2015, avait été instauré dans un contexte de difficultés de gouvernance, de gestion des risques et de fonctionnement au sein du secteur bancaire. Il visait à créer un environnement plus stable avant de rouvrir l'accès à de nouveaux entrants.

Pendant ces 10 années, le secteur a connu plusieurs réformes. Des textes réglementaires ont été renforcés, des consolidations ont eu lieu à travers des fusions et acquisitions, et de nouveaux investisseurs locaux et internationaux sont entrés sur le marché. En 2024, les autorités ont relevé le seuil de capital minimum exigé pour les banques commerciales à 10 milliards de shillings kényans, environ 77 millions $.

Nouvelles conditions pour les entrants

La CBK estime que le secteur bancaire est désormais prêt à accueillir de nouveaux acteurs bancaires, mais la levée du moratoire n'est pas une ouverture sans conditions. Les nouvelles banques devront être solides financièrement. Elles devront se conformer à l'exigence de capital social minimum. Cette mesure vise à s'assurer que seules des institutions disposant d'une assise financière suffisante pourront opérer dans le pays. L'objectif est de limiter les risques systémiques et de prévenir d'éventuelles crises bancaires. La Banque centrale souhaite, à travers cette approche, renforcer la résilience du secteur bancaire face aux risques économiques locaux et internationaux. Elle espère également que les nouveaux acteurs contribueront à diversifier l'offre bancaire, notamment en matière de financement des entreprises, des PME et des infrastructures.

Vers une ouverture contrôlée du marché bancaire

La reprise de l'octroi de licences bancaires devrait attirer de nouveaux investisseurs, en particulier des institutions financières régionales ou internationales, ainsi que des banques spécialisées. La Banque compte encadrer étroitement cette ouverture afin de garantir une supervision efficace et une stabilité du système.

A moyen terme, cette mesure devrait accroître la concurrence dans le secteur bancaire kényan. Elle pourrait également permettre une meilleure inclusion financière à travers une offre élargie de services et un accès accru au crédit, aussi bien pour les ménages que pour les entreprises.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street finit en ordre dispersé, nouvelle semaine de baisse

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé jeudi, seul le S&P-500 terminant dans le vert, alors que les investisseurs ont évalué les progrès signalés dans les négociations commerciales entre les Etats-Unis et le Japon ainsi que les perspectives potentielles pour les taux d'intérêt américains. L'indice Dow Jones a cédé 1,33% à 39.142,23 points. Le S&P-500, plus large, a pris 0,13% à 5.282,70 points.

Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 0,13% à 16.286,45 points. Un certain optimisme a gagné les traders après que le président américain Donald Trump a évoqué de "grands progrès" dans les discussions commerciales entre Washington et Tokyo, au lendemain d'un net repli des principaux indices de Wall Street.
Le chef de la Maison blanche a également déclaré devant la presse qu'il s'attendait à conclure un accord avec la Chine, sans toutefois donner de quelconques indications sur de potentielles négociations entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales, engagées dans une guerre commerciale.
Wall Street a été secouée ces dernières semaines par les différentes annonces commerciales de Donald Trump, qui a accordé un sursis pour la plupart des vastes taxes dites réciproques sur les importations de dizaines de pays, mais a relevé les droits de douane visant les produits chinois - une décision à laquelle Pékin a répondu par de nouvelles contre-mesures.
En dépit de sa hausse jeudi, le S&P-500 se trouve à environ 6% de son niveau du 2 avril, date à laquelle le président américain a détaillé des taxes douanières de 11% à 50% ciblant des dizaines de pays dont les principaux partenaires commerciaux des Etats-Unis.
Alors qu'il n'y aura pas de séance vendredi, jour férié, Wall Street enregistre une nouvelle semaine de baisse - la troisième en un mois.
Les investisseurs scrutent toute avancée potentielle dans les négociations bilatérales ouvertes par Washington avec des dizaines de pays, avec l'espoir de disposer de davantage de clarté sur l'ampleur des droits de douane qui seront effectivement en vigueur - aussi bien en termes de pourcentages que des secteurs concernés.
"Le marché veut que Trump annonce des accords commerciaux", a commenté Jake Dollarhide, directeur général de Longbow Asset Management, à Tulsa dans l'Oklahoma. "Le marché veut des résultats tangibles, et il ne les a pas", a-t-il ajouté.
Par ailleurs, Donald Trump s'en est de nouveau pris jeudi au président de la Réserve fédérale (Fed), Jerome Powell, déclarant via les réseaux sociaux qu'il était impatient que ce dernier ne soit plus en fonction et réclamant une nouvelle fois que la Fed baisse les taux d'intérêt. Jerome Powell a prévenu mercredi lors d'un discours que la politique commerciale du président américain risquait d'alimenter l'inflation et de nuire à la croissance économique. "C'est connu que Trump n'est pas très content de Powell. La question est: va-t-il tenter quelque chose à ce sujet ?", a déclaré Tom Bruce, stratégiste chez Tanglewood Total Wealth Management, ajoutant que démettre Powell de ses fonctions - une hypothèse évoquée par Trump - nuirait à la confiance sur les marchés américains.
Des données publiées jeudi montrent que les inscriptions hebdomadaires au chômage aux Etats-Unis ont reculé, laissant à penser que les conditions sont stables sur le marché du travail en avril, même si l'incertitude entourant les droits de douane rend les entreprises réticentes à recruter.
Huit des onze secteurs majeurs du S&P-500 ont fini en hausse jeudi, au premier rang desquels l'énergie, qui a pris 2,3%.
Côté valeurs, Netflix a progressé en amont de la publication de ses résultats trimestriels, après la clôture.
En revanche, Alphabet a décliné à la suite d'un jugement rendu par un tribunal fédéral américain selon lequel Google, dont le groupe est propriétaire, a dominé de manière illégale deux marchés de publicités en ligne.
A noter, également, le bond de 14% d'Eli Lilly, qui a fait état d'essais très positifs concernant un traitement expérimental favorisant la perte de poids.

BOURSE DE TOKYO

En hausse prudente après l'accélération de l'inflation

La Bourse de Tokyo évolue en légère hausse vendredi matin, prudente en l'absence de développements majeurs sur la guerre commerciale lancée par les États-Unis et alors que la majorité des places mondiales sont fermées en raison du week-end pascal.
À Tokyo vers 01h15 GMT, l'indice vedette Nikkei prenait 0,67% à 34.610, tandis que l'indice élargi Topix augmentait de 0,80% à 2.550 points. À la Bourse de Séoul, l'indice Kospi gagnait 0,12% vendredi peu après 01H00 GMT. La Bourse de Hong Kong était fermée en raison d'un jour férié.
Dans ce contexte, le marché boursier nippon était hésitant dans les premiers échanges, après la clôture de la Bourse de New York où le Dow Jones a finalement lâché 1,33%. «La baisse des actions américaines la veille pourrait peser sur le marché, et l'absence de cotation à Wall Street (vendredi) pourrait également inciter les investisseurs à adopter une attitude attentiste», soulignent les experts de Tokai Tokyo Intelligence.
Inflation en hausse
Par ailleurs, la hausse des prix à la consommation au Japon (hors produits frais) s'est établie à 3,2% sur un an en mars, après avoir glissé à 3% en février et se maintenant à un niveau élevé. Un chiffre en ligne avec la prévision des experts sondés par Bloomberg (+3,2%) qui signale des tensions inflationnistes tenaces dans l'archipel, poussées par les prix des céréales (+25,4%) et notamment d'une envolée record de 92,5% sur un an des prix du riz.
D'autre part, Tokyo a entamé mercredi à Washington des négociations sur les massives surtaxes douanières imposées par les États-Unis, et réclame un accord «au plus vite», avant la fin du délai de 90 jours que Donald Trump a accordé la semaine dernière au monde entier sur les droits de douane «réciproques», à l'exception de la Chine. Même si le négociateur japonais Ryosei Akazawa n'a pas obtenu dans l'immédiat d'avancée concrète, il a promis une nouvelle réunion d'ici fin avril.
Dans ce contexte, les firmes japonaises liées aux semi-conducteurs évoluaient dans le rouge vendredi vers 01h10 GMT à l'image d'Advantest (-0,51%) et de Tokyo Electron (-0,60%). L'exception est le fabricant d'outils de précision Disco Corp (+3,54%) qui a annoncé ses résultats pour l'année fiscale japonaise ayant pris fin le 31 mars, enregistrant une forte hausse de ses bénéfices opérationnels.
Peu avant 01h10 GMT, le dollar restait stable face à la devise nippone, à 142,42 yens pour un dollar. Il était également à l'équilibre face à l'euro, à 162,01 dollar pour un euro.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 16 Avril 2025
Valeur : 18 Avril 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	132.3071	132.3221
1	EUR	EURO	150.5522	150.5825
1	GBP	POUND STERLING	175.6134	175.7032
100	JPY	JAPANESE YEN	93.0233	93.0666
1	CNY	CHINESE YUAN	18.0649	18.0679
1	CHF	SWISS FRANC	162.3998	162.5179
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	95.0482	95.0795
1	DKK	DANISH KRONE	20.1642	20.1677
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4457	13.4520
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.4425	12.4519
1	AED	UAE DIRHAM	36.0186	36.0276
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.2584	35.2643
1	KWD	KUWAITI DINAR	431.3893	431.7197
1	TND	TUNISIAN DINAR	43.7931	44.2332
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.2397	14.2414
1	LYD	LIBYAN DINAR	24.0961	24.2197
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3136	3.3238
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0844	179.0844

ENTRE TENSIONS COMMERCIALES ET BCE

La Bourse de Paris finit dans le rouge

La Bourse de Paris a terminé en recul jeudi, freinée par les tensions commerciales malgré une nouvelle baisse des taux annoncée par la Banque centrale européenne.
Le CAC 40 a perdu 0,60% à 7.285,86 points, en recul de 44,11 points. Mercredi, l'indice vedette de la Bourse française avait terminé à l'équilibre, cédant 0,07% à 7.329,97 points.
Sur l'ensemble de la semaine, l'indice gagne toutefois 2,55%. Les marchés seront fermés vendredi et lundi, pour cause de week-end de Pâques.
"Le manque de visibilité est extrêmement fort", explique à l'AFP Jeanne Asseraf-Biton, directrice recherche et stratégie chez BFT. Pékin et Washington continuent de se renvoyer la balle sur les droits de douane, alimentant l'incertitude sur l'issue d'une guerre commerciale qui devrait provoquer un recul des échanges mondiaux et une hausse de l'inflation aux Etats-Unis.
Dans ce contexte, la Banque centrale européenne (BCE) a abaissé ses taux jeudi pour la sixième fois d'affilée, espérant contrer l'effet des tensions commerciales qui menacent la croissance en zone euro. Le taux de dépôt, qui fait référence, a été abaissé de 25 points de base, à 2,25%.
"Les marchés ne peuvent pas s'enthousiasmer sur une baisse des taux qui était attendue, alors que les tensions commerciales actuelles provoquent un manque de visibilité sur l'évolution future de l'activité", tranche Jeanne Asseraf-Biton. La décision de la BCE "traduit une inclinaison à la prudence", explique Madison Faller, de J.P. Morgan Private Bank. Cet abaissement a fait logiquement reculer les taux d'intérêt souverains des Etats européens. Le rendement de l'emprunt à dix ans français a atteint 3,23% , contre 3,26% la veille. Son équivalent allemand, référence en Europe, reculait à 2,47%, contre 2,50% mardi. Outre-Atlantique, la politique monétaire est également un point d'attention majeure des marchés. Donald Trump s'en est pris jeudi au président de la banque centrale américaine (Fed) Jerome Powell, qu'il a jugé "trop lent" à baisser les taux d'intérêt de l'institution. Le dirigeant aurait "dû baisser les taux d'intérêt depuis longtemps déjà, comme la BCE", a estimé le président américain, en encourageant M. Powell à "le faire maintenant". "Il est plus que temps que le mandat de Powell se termine", a encore écrit M. Trump sur sa plateforme Truth Social, alors que le second mandat du dirigeant doit s'achever en mai 2026. Le groupe de luxe français Hermès et le géant français du luxe LVMH sont au coude-à-coude pour la place de première capitalisation boursière du CAC 40, mais aussi de société de luxe la plus valorisée au monde. Mardi, après la clôture de la Bourse de Paris, Hermès avait ravi la tête du CAC 40 à son rival LVMH, ainsi que la place de troisième capitalisation boursière européenne derrière l'éditeur allemand de logiciels SAP et le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk. Un retournement de courte durée: jeudi, LVMH (+0,08% à 485,60 euros), numéro un mondial du secteur en termes de chiffre d'affaires, a retrouvé son trône. La valorisation d'Hermès a atteint en clôture de la Bourse de Paris environ 241,4 milliards d'euros, contre 242,5 milliards d'euros pour LVMH, selon les calculs de l'AFP.

JAPON

L'inflation accélère en mars à 3,2%

La hausse des prix à la consommation au Japon (hors produits frais) s'est établie à 3,2% sur un an en mars, accélérant après avoir glissé à 3% en février et se maintenant à un niveau élevé, selon des chiffres gouvernementaux publiés vendredi.

Ce chiffre est en ligne avec la prévision des experts sondés par Bloomberg (+3,2%) et signale des tensions inflationnistes tenaces dans l'archipel. Ce maintien de l'inflation, qui retrouve le niveau de janvier, s'explique notamment par un bond de 25,4% des prix des céréales, tirés par une envolée record de 92,5% sur un an des prix du riz, base essentielle de la cuisine japonaise. Pour tenter d'enrayer l'historique renchérissement du riz depuis l'été dernier, sur fond de mauvaise récolte en 2023 et de fortes perturbations dans la distribution, le gouvernement a commencé à débloquer des centaines de milliers de tonnes de ses réserves stratégiques de riz, mis aux enchères. Les produits alimentaires frais se sont globalement renchéris, avec notamment les prix du chou, autre aliment phare, qui ont plus que doublé (+111,6%) en l'espace d'un an, après des records de chaleur estivale suivis de fortes pluies qui ont ruiné les récoltes -- une modération après des flambées de 200% en janvier et 130% en février. Non ajustée, l'inflation dans son ensemble (produits frais inclus) a toutefois ralenti à 3,6%, juste en deçà des attentes du marché qui tablait sur sa stabilisation à 3,7%. Très surveillée par le marché, l'inflation sous-jacente, corrigée des prix volatils de l'énergie et des produits alimentaires frais, s'est hissée à 2,9% en mars, accélérant par rapport à février (+2,6%). Se maintenant très au-delà de la cible d'environ 2% fixée par la Banque du Japon (BoJ), ce niveau devrait inciter l'institution à poursuivre les hausses de ses taux d'intérêt. Après les avoir relevés par deux fois en 2024 puis à nouveau en janvier, elle a décidé cette semaine un statu-quo face aux incertitudes économiques. L'économie nippone reste donc fragile: le Japon a vu la croissance de son PIB s'essouffler à 0,1% en 2024 (en termes réels, corrigés de l'inflation). Et la guerre commerciale engagée par Donald Trump pourrait pénaliser à la fois les exportations nippones (automobile, acier...) et plomber davantage la consommation en entretenant l'inflation, fragilisant deux piliers de la quatrième économie mondiale. L'archipel nippon, après avoir subi pendant des décennies une inflation quasi-inexistante et même la déflation, a connu un virage depuis deux ans et demi, avec une hausse des prix à la consommation systématiquement supérieure ou égale à 2% depuis avril 2022. Pour l'endiguer, la BoJ avait entamé en mars 2024 un resserrement de ses taux, après dix ans de politique monétaire ultra-accommodante où ils étaient restés quasi-nuls. Alors que cette inflation plombe les dépenses des ménages (elles ont reculé de 1,1% l'an dernier) et pèse sur l'activité, le Premier ministre Shigeru Ishiba a fait adopter en décembre un plan de relance équivalant à 136 milliards d'euros censé doper le pouvoir d'achat, avec des enveloppes aux ménages et le rétablissement des subventions à l'énergie.

FRANCE

4e baisse d'affilée des créations d'entreprises en mars, selon l'Insee

Le nombre de créations d'entreprises en France a reculé en mars pour le quatrième mois consécutif, a annoncé vendredi l'Insee, qui souligne une forte baisse des créations d'entreprises classiques sur douze mois, et plus encore sur le premier trimestre. En données corrigées des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables, le nombre de créations a reculé de 1,3% par rapport à février, après déjà -0,8% en février par rapport à janvier. Les créations d'entreprises classiques se sont repliées de 2,5% après avoir augmenté de 1,1% en février, et les immatriculations de micro-entrepreneurs ont poursuivi leur baisse : -0,6% après -1,8%.

En données brutes, le nombre total d'entreprises créées sur les douze derniers mois - avril 2024 à mars 2025 - augmente de 1,7% par rapport à la période d'avril 2023 à mars 2024. Mais, alerte l'Insee, «cette hausse globale masque toutefois une forte baisse des créations d'entreprises individuelles classiques, qui chutent de 11,2% sur la même période». Une tendance qui semble même s'accélérer: de janvier à mars, 295.463 entreprises ont été créées, en recul de 2,9% par rapport aux trois premiers mois de 2024, mais durant cette période, les créations d'entreprises classiques «chutent clairement» observe l'Insee : - 17,4%.

En mars, détaille l'Institut national de la Statistique, 90.694 entreprises ont été créées, dont 31.735 entreprises classiques et 58.959 micro-entreprises. Le secteur des transports et entreposage est particulièrement concerné par la baisse des créations sur un mois: les créations y ont reculé de 8,9% après déjà -3,1% en février. Les créations baissent pour le quatrième mois consécutif dans l'industrie, et «de façon très marquée»: -12,1% après -2,1%.

CHINE

Pékin avertit que les nouveaux frais portuaires américains seront «préjudiciables à tous»

Pékin a déclaré vendredi que les nouveaux frais portuaires américains, qui s'appliqueront aux navires fabriqués en Chine, seront «préjudiciables à tous», en ajoutant que cette mesure «ne permettra pas de relancer l'industrie navale américaine». Ces nouveaux frais, annoncés jeudi pour une entrée en vigueur dans 180 jours et dont les montants augmenteront progressivement, sont censés permettre une relance de l'industrie navale américaine, selon un communiqué du représentant au commerce de la Maison-Blanche (USTR).

Ils seront facturés à chaque visite aux États-Unis - et non à chaque port américain visité - pour un maximum de cinq fois par navire et par an.

«Ces mesures font grimper les coûts du transport maritime à l'échelle mondiale, perturbent la stabilité des chaînes mondiales d'approvisionnement et accentuent les pressions inflationnistes aux États-Unis», a réagi vendredi Lin Jian, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

Cette décision «ne permettra pas de relancer l'industrie navale américaine», a affirmé ce porte-parole lors d'une conférence de presse régulière, en ajoutant qu'elle sera «préjudiciable pour tous». L'annonce américaine survient en pleine guerre commerciale entre Pékin et Washington, qui entend rééquilibrer la balance commerciale des États-Unis avec la Chine. Dominante au sortir de la Seconde Guerre mondiale, l'industrie navale américaine a peu à peu reculé et ne représente plus que 0,1% de la construction navale au niveau mondial. La Chine construit de son côté près de la moitié des navires mis à l'eau, devant la Corée du Sud et le Japon.

DROITS DE DOUANE

Trump sûr à «100%» qu'un accord avec l'UE sera trouvé

Donald Trump s'est dit sûr «à 100%» qu'un accord sur les droits de douane avec l'Union européenne serait conclu, en recevant jeudi à Washington la dirigeante italienne GiorgiaMeloni, pressée par Bruxelles de parler au nom des Vingt-Sept. «Il y aura un accord commercial, à 100%», a affirmé le président américain. La première ministre italienne, première dirigeante européenne à visiter la Maison Blanche depuis la brutale offensive douanière lancée par son locataire, a répondu à l'unisson, «certaine» qu'un accord sera trouvé. Signe qu'il reste beaucoup à faire, Donald Trump a précisé qu'il n'était «pas pressé» et que GiorgiaMeloni ne l'avait pas fait varier de stratégie. Au moment où les relations sont tendues entre l'UE et les États-Unis par la guerre commerciale menée par le président républicain avec ses droits de douane tous azimuts, la cheffe de la coalition ultraconservatrice au pouvoir à Rome a affirmé «ne pas pouvoir négocier au nom de l'Union européenne». En pleine guerre commerciale, la Banque centrale européenne (BCE) vient de s'accorder pour une baisse de 0,25 point des taux directeurs pour renforcer l'économie de la zone euro. Sa présidente Christine Lagarde a déclaré jeudi que la BCE devait «faire face à l'imprévisible» et se montrer «agile» face au contexte économique mouvant.

ACCORD SUR LES MINERAIS

Kiev et Washington signent un "mémorandum d'intention"

Un mémorandum d'intention, premier pas vers un accord complexe sur l'accès aux ressources naturelles et aux minerais critiques de l'Ukraine a été signé.

Washington et Kiev ont signé jeudi un "mémorandum d'intention" visant à conclure un accord complexe sur l'accès aux ressources naturelles et aux minerais critiques de l'Ukraine, a annoncé une responsable ukrainienne.

"Nous sommes heureux d'annoncer la signature, avec nos partenaires américains, d'un protocole d'intention ouvrant la voie à un accord de partenariat économique et à la création du Fonds d'investissement pour la reconstruction de l'Ukraine", a déclaré sur X IouliaSvyrydenko, première vice-première ministre ukrainienne.

Le président américain réclamait cet accord avec insistance pour compenser l'aide américaine déjà versée à Kiev pour faire face à l'invasion russe.

Kiev et Washington avaient prévu de signer un accord sur l'extraction des minéraux stratégiques de l'Ukraine il y a plusieurs semaines, mais un conflit entre les présidents Donald Trump et Volodymyr Zelensky en février a temporairement interrompu les travaux sur l'accord.

M. Trump souhaite que l'accord, qui vise à accorder aux États-Unis des redevances sur les bénéfices tirés de l'exploitation des ressources ukrainiennes et des minéraux rares, constitue une compensation pour l'aide accordée à l'Ukraine par son prédécesseur, M. Joe Biden.

Mme Svyrydenko n'a pas publié les détails du mémorandum, mais a indiqué que les travaux se poursuivaient en vue d'un accord final.

"Nous espérons que le Fonds deviendra un outil efficace pour attirer les investissements dans la reconstruction de notre pays, la modernisation des infrastructures, le soutien aux entreprises et la création de nouvelles opportunités économiques", a-t-elle souligné.

"Il y a beaucoup à faire, mais le rythme actuel et les progrès significatifs permettent d'espérer que le document sera très bénéfique pour les deux pays" a fait valoir Mme Svyrydenko.

Les responsables américains affirment que le renforcement des intérêts commerciaux américains en Ukraine contribuera à dissuader la Russie de toute agression future dans l'éventualité d'un cessez-le-feu. Kiev réclame des garanties militaires et de sécurité concrètes dans le cadre de tout accord visant à mettre un terme à la guerre qui dure depuis trois ans.

Avec Siemens, Audi virtualise ses automates industriels

Les serveurs et les systèmes de stockage ne sont pas les seuls équipements à pouvoir être virtualisés. C'est aussi le cas des automates programmables industriels (API) des environnements de production. Le constructeur automobile allemand Audi (groupe Volkswagen) teste ainsi depuis plusieurs mois un API virtualisé Siemens pour la fabrication de carrosseries dans son usine de Böllinger Höfe, située à Heilbronn (Bade-Wurtemberg, Allemagne). Le déploiement a été réalisé sur la plateforme Edge cloud développée et installée par Audi sur ce site en 2022.

« L'utilisation de cet API pour la carrosserie représente un saut de productivité important dans le cadre de notre stratégie de production 360factory qui nous conduit vers un modèle de fabrication flexible et data driven, explique Gerd Walker, membre du conseil d'administration d'Audi et responsable du département production et logistique. Nous voulons déployer du cloud local pour la production, dans toutes nos usines, en exploitant justement ces systèmes de contrôle numérique virtualisés ».

Les mêmes fonctions qu'un automate matériel

L'automate virtuel Simatic S7-1500V de Siemens, déployé chez Audi, reprend sous forme logicielle toutes les fonctions, interfaces et outils de son équivalent matériel. Mais elles sont désormais exécutables sur n'importe quel matériel de façon autonome, sous forme d'application Edge directement intégrée dans l'environnement IT de l'industriel. Audi peut ainsi le gérer de manière centralisée et l'adapter rapidement en fonction d'exigences spécifiques. Ces configurations donnent au constructeur automobile davantage de capacités pour faire évoluer ses lignes de production et connecter directement les contrôleurs à d'autres services informatiques, y compris des dispositifs de sécurité du SI.

Audi a également déployé un autre système Siemens, piloté par IA, pour le contrôle de qualité en temps réel dans la construction de carrosseries. Il détecte et élimine automatiquement les projections de soudure. Un moyen pour le constructeur automobile d'augmenter à la fois la qualité des carrosseries et le niveau de production.

Plateforme de virtualisation, réseau et automates

L'industriel a par ailleurs réalisé, avec un ensemble de prestataires informatiques, ce que Pascal Schirmer, responsable de la planification du développement technologique chez Audi, décrit comme « le premier interfaçage au monde entre plateforme de virtualisation, réseau et technologies d'automatisation dans la production automobile ». Pour ce projet, Cisco a fourni une infrastructure réseau SDA (software defined access), Broadcom, la virtualisation VMware pour les serveurs couplée avec son nouvel industrial virtual switch. L'ensemble permet la communication en temps réel avec des protocoles industriels entre la plateforme et les installations.

Après la réussite de l'installation et de l'interfaçage de l'automate virtuel dans son usine de Böllinger Höfe, Audi compte le déployer également sur son site de Neckarsulm (Bade-Wurtemberg, Allemagne). Dans cette usine, l'automate virtuel devrait servir à la production de la carrosserie de la nouvelle Audi A6.

Wikipedia va aider les IA à récolter ses données

L'encyclopédie en ligne vient de mettre en place une base de données particulière. Elle va permettre aux bots IA de récolter plus facilement ses données.

L'aliment principal des grandes modèles de langage, ce sont évidemment les données.

Des données qui permettent d'améliorer leurs performances, et qui sont à l'origine des grands chatbots que l'on connaît comme ChatGPT, Gemini ou Claude. Mais elles sont devenues tellement importantes que leur récolte peut poser problèmes à certains grands pourvoyeurs. Alors pour simplifier la tâche, certains comme Wikipedia proposent de nouveaux outils.

Wikipedia propose une base de données pour les bots IA récoltant les données

C'est une nouvelle interface quoi devrait intéresser de nombreux acteurs de l'IA. La plus grande encyclopédie au monde Wikipedia vient en effet d'annoncer qu'elle lançait une grande base de données de contenus en français et en anglais, destiné aux robots récoltant des données sur le web pour le développement de modèles de langage. Cette nouvelle base de données est construite en partenariat avec la filiale de Google, Kaggle, la plateforme web interactive spécialisée dans la Data Science. Elle a été « conçue pour les flux de travail d'apprentissage automatique ».

L'objectif ? Réduire la pression sur les serveurs

Elle sera ainsi un outil bien plus intéressant pour les développeurs d'IA afin d'accéder plus aisément à des articles lisibles par machine, et donc utilisables ultérieurement.

Un schéma gagnant-gagnant, car si d'un côté les développeurs IA voient leur travail réduit, Wikipedia devrait aussi être bénéficiaire. En effet, la fondation à l'origine de l'encyclopédie a récemment fait état des problèmes rencontrés à cause de l'activité toujours plus effrénée des bots de récoltes de données. Ceux-ci ont fini par générer un trafic qui sollicite trop fortement les serveurs de Wikipedia, ce qui représente une hausse des coûts de fonctionnement pour la plateforme, mais aussi une augmentation des risques. L'encyclopédie avait alors annoncé travailler sur des solutions pour remédier au problème. Sera-ce le cas ?

Source : The Verge

L'IA d'Apple est-elle délibérément bloquée par Meta sur ses apps ?

En introduisant son intelligence artificielle, Apple promettait des outils disponibles partout de manière uniforme. Il semblerait que certaines entreprises ne voient pas les choses de cette manière. Meta, notamment, ne cesse de bloquer l'IA d'Apple au sein de ses diverses applications disponibles sur iOS.

WhatsApp, Instagram, Facebook, Threads font l'impasse sur l'Apple Intelligence

Lancé aux États-Unis en octobre 2024 et disponible officiellement en France depuis la publication d'iOS 18.4 en début de mois, l'Apple Intelligence se caractérise principalement par les outils d'écriture disponibles nativement sur macOS et iOS. Ces derniers permettent de réécrire, de corriger ou de synthétiser des portions de texte.

Sur une application comme iMessage, Twitter, Snapchat ou Linkedin, lorsque l'utilisateur sélectionne le texte à envoyer, le menu défilant propose ainsi un accès aux outils d'écriture.

Ces options de mise en forme n'apparaissent pas sur les applications WhatsApp, Instagram, Facebook ou Threads. Pour certains, cela signifie que Meta a délibérément bloqué l'IA d'Apple. Plus précisément, ils ont choisi de ne pas utiliser les interface de programmation nécessaires à leur fonctionnement.

Meta n'est pas la seule entreprise à avoir choisi de ne pas implémenter ces outils à ses applications. Ces derniers ne sont pas disponibles au sein Signal par exemple. On pourrait supposer qu'il s'agit là d'un dispositif de sécurité, pourtant, ils trouvent leur place au sein de Proton Mail ou de Wire.

Des tensions palpables entre les deux entreprises

Rappelons que plusieurs tensions opposent Apple à Meta. d'une part, Mark Zuckerberg n'a pas digéré l'introduction de l'App Tracking Transparency permettant aux utilisateurs de bloquer facilement le suivi des applications à des fins marketing. Cet outil, introduit avec iOS 14.5 en avril 2021, aurait fait perdre à Facebook plus de 12 milliards de dollars.

En parallèle, Apple a refusé d'opter pour le modèle de langage Llama de Meta afin de propulser son intelligence artificielle. Selon le Washington Post, la firme de Tim Cook aurait soulevé des problèmes de confidentialité. Apple s'est finalement tourné vers ChatGPT en mode optionnel.

Enfin, cette semaine, dans le cadre de son procès qui l'oppose à la Concurrence américaine, Facebook à publier ses arguments au sein d'un fichier PDF. Certaines informations confidentielles ont été mal censurées. Dans le cas d'Apple, ce sont notamment les chiffres illustrant l'usage hebdomadaire d'iMessage. Interrogé par The Verge, un avocat d'Apple a qualifié cette faute de très grave avant d'ajouter qu'Apple pourrait ne plus faire confiance à Meta pour ce type d'informations sensibles à l'avenir.

Brèves

OpenAI lorgne sur Windsurf

Selon Bloomberg, citant des sources proches du dossier, la société dirigée par Sam Altman, serait en négociations avancées pour acquérir Windsurf. Ce dernier édite un assistant de code à base d'IA. Le média américain évoque une acquisition estimée à 3 milliards de dollars, ce qui représenterait la plus grande acquisition pour OpenAI. Windsurf s'appelait avant Coedmium et a été fondé en 2021 par Varun Mohan et Douglas Chen, diplômé du MIT. En avril dernier, la société a levé des fonds pour atteindre une valorisation de 2,85 milliards de dollars. Ses solutions sont en concurrence avec Copilot de Github, mais aussi avec les différents LLM du marché qui disposent de capacité de génération de code.

AMD et Intel aussi impactés par les restrictions US d'exportation.

Nvidia a annoncé hier avoir provisionné une charge de 5,5 milliards de dollars après l'annonce de restrictions supplémentaires sur l'exportation de ses accélérateurs H20 vers la Chine. AMD est aussi concerné par ce tour de vis sur les accélérateurs de la gamme MI308. Un manque à gagner pour la société estimée à 800 millions de dollars. Intel n'est pas en reste comme l'indique Reuters, le CEO Lip-Bu Tan a informé ses clients chinois de la nécessité d'obtenir une licence pour importer des puces pour l'IA en l'occurrence ses produits Gaudi.

OVHcloud atteint 528,5 M€ au S1.

Le premier semestre 2025 d'OVHcloud se distingue par un chiffre d'affaires de 528,5 M€ en progression de 10,2 % par rapport à 2024. Le cloud public connaît une forte hausse de 17,4 % en données publiées et de 17,3 % en données comparables, porté par la demande croissante en IA et le succès des offres Savings Plan, générant 103,8 M€. Le cloud privé, avec les solutions Bare Metal et Hosted Private, demeure la principale source de revenus, atteignant 334,2 M€, en hausse de 10,5 % en données publiées et de 10,4 % en comparables.

Volkswagen réfléchit à adopter une technologie que les marques chinoises adorent

Le groupe Volkswagen songe à développer la technologie utilisée sur sa nouvelle marque de 4x4 Scout aux Etats-Unis. Une technologie que les Chinois commencent à utiliser de plus en plus, comprenant que le véhicule électrique à batterie ne peut pas croitre indéfiniment sur tous les marchés.

Le mot est lâché : REEV. Quatre lettres que les Chinois commencent à connaître par cœur. Dernier exemple en date, le C10 de Leapmotor qui prend carrément l'appellation « REEV » dans son nom officiel. REEV, pour « Range Extender Electric Vehicle ». On n'invente rien, puisque des véhicules comme la Chevrolet Volt (Opel Ampera-E chez nous) avaient étrenné cette solution technique bien avant qu'elle ne vienne à l'esprit des ingénieurs et décideurs chinois. Et si ces derniers s'y mettent à marche forcée, c'est parce qu'ils réalisent que la concurrence devient trop rude chez le véhicule électrique pour un marché pas encore totalement mature. Au Japon, en Amérique ou encore sur la plupart des marchés émergents, l'électrique à batterie ne représente rien, ou pas grand-chose.

Mais plutôt que de se mettre à faire des modèles 100 % thermiques, les Chinois ont décidé de modifier leurs électriques en leur adjoignant un petit moteur essence qui vient remplir les batteries. Une technologique Volkswagen utilise aujourd'hui chez sa marque américaine Scout, produisant des 4x4. Et qui pourrait aussi le faire chez nous.

Des Volkswagen électriques, avec moteur essence

Le PDG du groupe Volkswagen, Oliver Blume, a confirmé récemment qu'une majorité des précommandes de Scout Terra et Traveler s'étaient faites en version à prolongateur d'autonomie. Logique, sur des modèles particulièrement baroudeurs qui iront sillonner des zones où la borne de recharge la plus proche est à des dizaines, voire centaines de kilomètres.

Et cette popularité du prolongateur d'autonomie, que le calculateur du véhicule réveille lorsque l'autonomie précaire, semble donner des idées en Allemagne. Volkswagen présente en ce moment même au salon de Shanghai en Chine trois concepts de véhicules électriques. Dont un, là encore, équipé d'un prolongateur d'autonomie.

Le PDG de Volkswagen est séduit

La grande nouvelle, c'est que Volkswagen réfléchit désormais à utiliser des prolongateurs d'autonomie en Europe sur certains de ses (futurs ?) modèles électriques. Une technologie qui implique de concevoir le véhicule dès le départ pour qu'il ait l'espace suffisant pour accueillir un petit moteur thermique, tout son attirail (refroidissement, lubrification…) et le petit réservoir d'essence. Nos confrères allemands annoncent qu'Oliver Blume est séduit à l'idée de démocratiser les Range Extender, et qu'ils pourraient faire leur chemin sous le capot de la gamme ID. Cela porterait par exemple l'autonomie d'une ID.7, déjà plutôt élevée, à plus de 1000 km.

La Volvo S90 résiste et se restyle

La grande berline thermique de Volvo n'est pas morte, elle gagne un nouveau restylage pour continuer sa carrière, comme les SUV XC60 et XC90, maintenant que le constructeur suédois a renoncé à ne vendre plus que des modèles électriques d'ici 2030.

Il y a quelques jours, nous vous présentions une toute nouvelle berline électrique Volvo : l'ES90. Mais vous le savez, le constructeur suédois a renoncé à ne vendre plus que des modèles à zéro émission d'ici la fin de la décennie.

Volvo allonge donc la carrière de ses modèles thermiques. Il y a quelques mois, la marque scandinave détenue par le groupe chinois Geely a lancé son grand SUV XC90 re-restylé. Un peu plus tard, elle a levé le voile sur une version améliorée du XC60. Cette fois, c'est la grande berline S90 qui reçoit un nouveau coup de bistouri après déjà neuf ans de carrière (et un premier restylage opéré en 2020).

Comme le XC90

Les nouveautés esthétiques ne surprennent pas et ressemblent beaucoup à celles des derniers XC90 et XC60. La voiture gagne des feux modernisés et des boucliers épurés alors que la planche de bord reçoit un gros écran tactile central de 11,2 pouces, le même que dans le XC90.

Côté motorisations, Volvo ne donne que peu de détails pour l'instant mais on retrouvera évidemment les versions hybrides rechargeables en plus de déclinaisons thermiques à hybridation légère.

Reste à savoir ce que compte faire Volvo de cette « nouvelle » S90. Le modèle actuel vient de quitter le catalogue chez nous et ses volumes de ventes restaient faibles sur le Vieux continent. Se limitera-t-elle à la Chine ou reviendra-t-elle en Europe ?

Mots fléchés

Préfecture des Landes
Huer
Appro-priation
Peu
Enveloppes de caoutchouc
Crépitement
Ville de Mayenne
Désert rocheux
Éduquer
Phénomène
Rôder
Affluent de la Saône
Allonger
Première page
Cadeau
Imitées
Galère royale
Peintre français (Edgar)
Infantile
Lentille bâtarde
Travail obligatoire
Troisième personne du pluriel
Boisson du matin
Germanium
Pour remplacer
Pays africain
Femelles d'un roi
Partie d'un bateau
Pièce du jeu d'échec
Commune d'Italie
Avec les Lambics et Lager
Surprise partie
Derniers
Petit saint
Ville de carnaval
Père de Jason
Os de la cuisse
Département français
Einstei-nium
Os de poisson
Plusieurs Lou
Distingué
Temps d'une révolution
Naturelles
Aventures
Complète
Dernières
Entendaient
Haute coiffure
Grand arbre de l'île de Java
Fondement
Prière que dit le prêtre en se lavant les mains
Incident
Préfecture du Calvados
Faux marbre
Os de la jambe
Auteur de rumeurs
Démons-tratif
L'érythro-poïétine
Longue période
Marteté
Nenni
Continent
Rivière du Congo
Or
Légumi-neuse
Port breton
Siège d'apparat
Pensées
Points cardinaux opposés
Chemin
Surveillant
Son dieu: Bacchus
Radium
Lycée technique
Voile triangu-laire
Responsable du gda
Chevalier efféminé
Indium
Bécane
Lac des Pyrénées
Aperçu
Id est
Note de musique
Pronom personnel
À peu près
Braise
Sont aptes

Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Samedi 19 avril 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

IMPÔTS

Prorogation du délai de souscription des déclarations annuelles de résultats jusqu'au 1 juin

La Direction générale des impôts (DGI) a annoncé dans un communiqué, la prorogation du délai de souscription des déclarations annuelles de résultats, jusqu'au 1 juin prochain. Cette prorogation concerne les déclarations annuelles de résultats (série G 4 et série G 11), leurs annexes, ainsi que la déclaration annuelle des traitements et salaires (série G 29), relatives à l'exercice 2024. Elle concerne également le délai de souscription, par voie électronique, de la déclaration annuelle des prix de transfert, prévue à l'article 151 ter du code des impôts directs et taxes assimilées, précise la DGI.

SALON NATIONAL DU LIVRE DE TAMANRASSET

L'ANEP participe avec plus de 200 titres

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) est honorée de participer au Salon National du Livre de Tamanrasset, placé sous le haut patronage du Ministère de la Culture et des Arts, et qui se tiendra du 17 au 24 avril 2025 au Centre-ville de la wilaya, a annoncé l'entreprise dans un communiqué. Placé sous le slogan «Tamanrasset, berceau de l'écriture et du livre », ce rendez-vous culturel rassemble plus d'une soixantaine d'exposants issus des différentes wilayas du pays, offrant un espace dédié aux échanges artistiques et intellectuels. Ce salon propose un programme riche et diversifié, incluant des conférences, des ateliers interactifs, des rencontres avec des écrivains, ainsi que des spectacles célébrant la richesse et la diversité de notre patrimoine culturel. « L'ANEP, fidèle à sa mission de promotion de la culture nationale, met en avant ses publications qui varient entre romans, beaux livres et livres d'histoire en proposant un éventail riche et varié de plus de 200 titres», indique la même source. En participant aux évènements culturels organisés à travers le territoire national, « l'ANEP vise à se rapprocher davantage de ses clients et des amateurs de lecture et aussi à faire la promotion de la plateforme de vente en ligne via le lien suivant: https://store-anep.poste.dz/. »

LUTTE CONTRE LA DROGUE À ORAN

Arrestation de neuf personnes

Une descente de police, menée par les éléments de la sûreté de daïra de Bir El Djir et de la sureté urbaine du quartier Es-Sabah (Est d'Oran), a permis l'arrestation de 9 personnes impliquées dans des affaires de drogue et de substances psychotropes, ainsi que la saisie d'une quantité de ces substances toxiques, selon des informations recueillies vendredi auprès de la Sûreté de wilaya. Les services de police ont, au cours de cette opération menée jeudi, procédé au contrôle d'identité et à l'examen approfondi de la situation de 76 personnes, aboutissant à l'arrestation de 9 individus impliqués dans des affaires de trafic de drogue, port d'armes blanches prohibées, ... Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du plan sécuritaire visant à lutter contre la criminalité, à garantir la tranquillité publique et à mettre fin aux activités de trafiquants de drogues et de personnes recherchées par la justice, a également permis la saisie de 30 grammes de drogue prêts à la vente, de 10 comprimés psychotropes de différents types et d'armes blanches prohibées, a-t-on indiqué. En outre, dans le cadre de cette intervention, 18 véhicules ont été soumis à un contrôle administratif et sécuritaire et 11 infractions routières ont été relevées, de même que 12 motos dont 3 ont été mises à la fourrière pour non conformité aux procédures légales.

PREMIÈRE RENCONTRE RÉGIONALE DES JOURNALISTES ET PROFESSIONNELS DES MÉDIAS À ORAN

Des recommandations pour soutenir la profession journalistique

La première rencontre régionale des journalistes et professionnels des médias algériens, organisée jeudi à Oran, a été clôturée par de nombreuses recommandations et propositions formulées par les participants issus de différentes institutions médiatiques à travers les ateliers organisés à cette occasion, dans le but de soutenir la profession journalistique et de l'élever à un niveau supérieur. Les recommandations du premier atelier, consacré à "La nouvelle législation encadrant le secteur de la communication et la déontologie professionnelle", appellent à la nécessité de renforcer la protection juridique et sociale des journalistes, ainsi que l'adoption d'un texte organisant le statut particulier du journaliste. Les participants ont également appelé à l'élaboration des textes d'application relatifs à la création d'un fonds de soutien à la presse écrite, audiovisuelle et électronique. Il a été aussi proposé d'inclure la profession de journaliste dans la catégorie des métiers pénibles afin de bénéficier des avantages qui en découlent. De leur côté, les participants à l'atelier sur "La réalité de la presse audiovisuelle, écrite et électronique face aux nouveaux défis de l'intelligence artificielle et des technologies de la 5G" ont souligné la nécessité de former les journalistes aux technologies d'intelligence artificielle, en suggérant aussi un partenariat entre le ministère de la Communication et les startups comme solution pour développer la presse numérique. Les recommandations ont aussi insisté sur la création d'un Conseil de déontologie des médias et sur l'urgence de relancer le fonds de soutien à la presse, en appelant à renforcer la coopération entre les médias et les universités. Concernant l'atelier sur "La communication institutionnelle et son rôle dans la promotion de l'image de l'Algérie", il a été recommandé de créer une haute autorité nationale dédiée à la communication institutionnelle, avec un budget adapté à la transition numérique dans ce domaine. Les recommandations de l'atelier sur "La formation spécialisée, continue et la prospective des métiers d'avenir" ont, quant à elles, insisté sur la formation continue et spécialisée, la révision de la politique générale de formation, en particulier sur le plan de la spécialisation et de l'adéquation formation-emploi, ainsi que la mise à jour régulière des programmes de formation universitaire. Les participants ont également proposé la création d'une commission sectorielle conjointe entre le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de la Communication pour anticiper les métiers de demain. Dans son discours de clôture, le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, a appelé la famille médiatique à œuvrer pour améliorer la performance professionnelle, indiquant qu'un rapport intermédiaire sur la rencontre d'Oran sera préparé, suivi de rencontres similaires à Constantine, Ouargla et Alger. L'ensemble des propositions sera compilé dans un rapport final qui sera présenté au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui prendra les décisions qu'il jugera adéquates le 3 mai prochain à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse. Cette importante rencontre, organisée par le ministère de la Communication, en coordination avec la wilaya d'Oran, a vu la présence de représentants de la Direction générale de la communication auprès de la Présidence de la République, des responsables de plusieurs institutions médiatiques, ainsi que des journalistes et professionnels des médias issus de 17 wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays, en plus des représentants des bureaux locaux d'associations et syndicats nationaux.

DROITS DE DOUANE

Le FMI écarte le risque de récession mondiale

Les droits de douane mis en place par les Etats-Unis vont peser sur l'économie mondiale cette année, mais sans la faire basculer en récession, a affirmé jeudi la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Kristalina Georgieva. Malgré les "incertitudes" engendrées par les "politiques commerciales", "nos projections de croissance sont en baisse notable mais ne montrent pas de récession", a assuré Mme Georgieva dans son traditionnel discours de lever de rideau en amont des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale (BM). L'événement débutera mardi prochain et sera l'occasion pour l'institution de présenter ses prévisions actualisées pour l'économie mondiale (WEO). Le président américain Donald Trump a mis en place des droits de douane d'au moins 10% sur l'ensemble des produits entrant aux Etats-Unis, en vigueur depuis le 5 avril, et jusque 145% sur les produits chinois, au-delà des taxes existantes avant son retour à la Maison Blanche. Plusieurs études estiment que les droits de douane appliqués aux Etats-Unis se situent autour de 20%, en tenant compte des dernières exemptions annoncées vendredi sur les semiconducteurs et produits électroniques, soit un niveau qui n'avait pas été atteint depuis près d'un siècle. Parmi les solutions préconisées par la directrice générale du FMI, "des réformes ambitieuses du secteur bancaire, des marchés de capitaux, des règles de concurrence, du droit de la propriété intellectuelle et une adaptation aux usages de l'intelligence artificielle", capable de générer selon elle d'importants gains de croissance. "Au FMI, nous savons que ces rééquilibrages sont difficiles mais ils sont nécessaires", a-t-elle insisté, "mais nous soutiendrons les efforts menés par les pays, notamment en apportant des contributions rapides pour les pays qui en auront besoin".

ALGÉRIE-FRANCE

Le MOUDAF dénonce «les multiples provocations» du ministre français de l'Intérieur

Le Mouvement dynamique des Algériens en France (MOUDAF) a dénoncé jeudi "les multiples provocations" du ministre français de l'Intérieur, Bruno Retailleau, à l'égard de l'Algérie. "Depuis plusieurs mois, le ministre de l'Intérieur français multiplie les provocations, les contre-vérités et les invectives à l'égard de l'Algérie", a indiqué le secrétaire général du MOUDAF, Nasser Khabat dans un communiqué. "Faut-il y voir l'empreinte d'une ligne politique assumée, ou celle, plus insidieuse, d'une soumission rampante aux injonctions de l'extrême droite et de la fachosphère, cette nébuleuse réactionnaire qui rêve encore d'Empire et de domination coloniale?", s'est-il demandé. "Quoi qu'il en soit, le constat est clair: en se faisant le porte-voix d'un ressentiment colonial à peine voilé, ce ministre ne parle pas pour la France mais pour une certaine idée de la France nostalgique et autoritaire. Quand il ose évoquer une prétendue +humiliation+ de la France face à l'Algérie, c'est une insulte faite à l'Histoire, a-t-il enchaîné. "Elle ravive les braises d'un passé non digéré, au lieu de construire les conditions d'un dialogue apaisé entre deux pays", dit-il. En outre, le secrétaire général du MOUDAF a tenu à préciser que le silence des membres de la diaspora algérienne "n'est pas un signe de soumission. Il est celui d'une maturité politique que beaucoup dans l'appareil d'Etat français semblent avoir perdue". "(...) Nous refusons d'être les spectateurs muets d'une dérive nationaliste qui instrumentalise nos histoires, nos identités, et notre citoyenneté plurielle à des fins électoralistes", a-t-il conclu.